

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 467 - 1 €

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire
1 €, 3 FS, £ 1
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire
4 €, 10 FS, £ 3

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -
No 467
Juin-Juillet 2003
40^e année

DANS CE NUMERO

- Les fondements du philo-américanisme
- Une nouvelle fois sur le foulard
- Les luttes de classes et d'Etats dans le monde des peuples de couleur, champ historique vital pour la critique révolutionnaire marxiste (Fin)
- Dockers de St-Nazaire: Avis de décès au P.A.S.N.
- La grève d'AVCO
- Algérie: la terre tremble, le capitalisme tue

Bas les pattes du Congo-Kinshasa !

En 1997 un groupe de rebelles congolais dirigés par Kabila, mais en réalité organisés et commandés par des soldats et officiers rwandais avec l'appui de la CIA, se lançait à l'assaut du gouvernement. Cette terrible «guerre civile» - qui en fait impliquait en réalité les Etats voisins et les puissances impérialistes - ravagea un pays déjà ruiné avant tout par la crise économique capitaliste qui avait fait s'effondrer le cours des matières premières et donc privé l'Etat appelé alors zaïrois de ses principales ressources financières. Elle provoqua une véritable hécatombe parmi les populations civiles sans défense, tandis qu'au Conseil de sécurité de l'ONU, la France et les Etats-Unis se disputaient pour savoir s'il fallait envoyer une force «humanitaire» d'interposition entre les combattants: les Français voulaient sauver Mobutu tandis que les Américains voulaient laisser leurs protégés rwandais remporter la victoire. Les uns comme les autres se moquaient bien du sort des populations, mais cherchaient à promouvoir leurs propres intérêts impérialistes!

Le régime déliquéscent, corrompu jusqu'à la moelle, du vieux dictateur Mobutu, qui avait été mis en place au début des années soixante par l'impérialisme pour empêcher l'apparition d'un mouvement indépendantiste révolutionnaire bourgeois, s'effondrait finalement au bout de quelques semaines, en dépit des tentatives des impérialistes français de voler à son secours (1). Le nouveau gouvernement pro-américain représentait un échec supplémentaire de ces derniers après qu'ils aient été évincés du Rwanda où ils avaient longtemps soutenu, armé et aidé, y compris avec l'envoi au combat de soldats français, le sinistre régime de Habyarimana qui allait commettre un véritable génocide pour tenter de se maintenir au pouvoir.

Mais, retournement de situation en 1998: Kabila expulsait ses alliés rwandais apparemment trop gourmands et réussissait à résister à leur contre-attaque grâce à l'appui de troupes de l'Angola et du Zimbabwe et il esquissait un rapprochement avec Paris, concrétisé par son fils après son assassinat dans

(Suite en page 3)

Pour vaincre, les prolétaires doivent prendre leurs luttes en main !

Les projets sociaux du gouvernement Raffarin, appelés «réformes» par l'ensemble non seulement des médias, mais aussi des partis politiques et des syndicats, sont en réalité des **contre-réformes**. Fondamentalement il s'agit de reprendre une série de concessions accordées autrefois aux prolétaires, dans une période où l'expansion économique du capitalisme permettait à la bourgeoisie de lâcher quelques **miettes** pour

La fin de la cette période heureuse pour le capitalisme (que les économistes bourgeois ont baptisé impudemment «les trente glorieuses»), l'intensification de la concurrence intercapitaliste, la réapparition des crises périodiques ont fait chuter les taux de profit et restreint, même dans les pays capitalistes les plus riches qui pillent le reste de la planète, les possibilités de distribution de ces miettes. A l'inverse depuis des années les capitalistes sont à l'offensive pour reprendre leurs anciennes concessions, pour supprimer les quelques avantages autrefois accordés, pour faire disparaître par des contre-réformes les réformes d'hier: en un mot pour **augmenter l'exploitation** du prolétariat. En effet, en même temps que la bourgeoisie

mène l'attaque sur le plan de mesures sociales qui ne sont d'ailleurs en très grande partie que du salaire différé, elle mène une attaque plus directe sur les conditions de travail: la forte augmentation de la productivité du travail, c'est-à-dire l'intensification de l'exploitation, constatée dans ces mêmes années a eu comme corollaire et condition, la dégradation de la condition prolétarienne dont les deux traits les plus saillants sont le **chômage massif** et la **précarisation** générale.

Cette orientation générale a été l'oeuvre des partis de droite comme des partis de gauche, même si chaque gouvernement l'a appliqué à sa façon et à son rythme, selon sa base politique, ses relais sociaux - et la situation plus ou moins pressante du capita-

lisme. La bourgeoisie sait parfaitement que les partis réformistes, justement parce que leur base sociale se situe dans les couches exploitées, sont les plus à même de faire passer ses potions amères qui déclenchent des réactions de lutte lorsque les partis de droite veulent les imposer. Sans remonter à une vingtaine d'années en arrière, au moment où la «restructuration» de la sidérurgie initiée par le gouvernement Giscard-Barre avait provoqué de véritables émeutes, au point où la bourgeoisie dut attendre que ce soit le gouvernement de Gauche qui fasse «le sale boulot» (Fabius dixit) que la droite ne pouvait réussir, tout le monde se souvient

(Suite en page 2)

La guerre en Irak est finie... La guerre du capital contre les prolétaires redouble

LES CRIMES IMPÉRIALISTES NE CESSENT PAS

Le régime à bout de souffle de Saddam Hussein qu'il y a 12 ans les Alliés avaient **volontairement** laissé en place pour qu'il réprime les insurrections des populations chiïtes et kurdes est tombé à l'issue de la guerre-éclair de la «Coalition»; Bush se félicite de cet éclatant succès, obtenu avec si peu de victimes - de victimes anglo-américaines, s'entend; les victimes irakiennes, militaires ou civiles, personne n'en connaît le nombre ni ne s'en soucie: ni les dirigeants irakiens d'hier pour qui il ne s'agissait que de chair à canon à envoyer à la boucherie y compris de force, ni les «libérateurs» actuels de l'Irak dont la décennie d'embargo avait déjà causé d'innombrables victimes parmi la population sans entamer le niveau de vie de la bourgeoisie irakienne. Les victimes ne comptent pas pour les bourgeois quand ce sont des prolétaires...

Le soi-disant «camp de la paix», c'est-à-dire les Etats impérialistes qui jugeaient domageable à leurs intérêts l'attaque américaine de l'Irak, redoute que confortés par leur rapide victoire les Etats-Unis ne cherchent à leur faire payer cher leur opposition, ne serait-ce qu'en commençant par les évincer de la région. Les **sordides rivalités** impérialistes qui sont la cause des oppositions entre les Etats s'étalent au grand jour: les Américains déclarent que la France et la Russie devraient généreusement renoncer à leurs gigantesques créances sur l'Irak, tandis que de l'autre côté on s'indigne que les contrats pour la «reconstruction» du pays soient attribués d'office à de grandes entreprises américaines et que la commercialisation du pé-

trole tombe entre les mêmes mains... Quant à cette fameuse «reconstruction» et à la prospérité promise au peuple irakien, il suffit de voir ce qu'il en est de la reconstruction de l'Afghanistan ou de la situation dans l'ex-Yougoslavie - 2 régions où les troupes occidentales sont toujours présentes - pour comprendre que pour les bourgeois des deux côtés de l'Atlantique, il ne s'agit que de reconstruire les installations nécessaires à la rentabilité de la production et d'assurer la prospérité des entreprises capitalistes: autrement dit il y aura des dollars pour les installations et les terminaux pétroliers, les ports, etc., et seulement des miettes pour rétablir et améliorer les conditions de vie des prolétaires et des masses irakiennes. Et les fusils américains tirant dans la foule montrent la réalité de la «démocratie» promise...

* En **Palestine**, la soldatesque israélienne a multiplié ses sanglantes incursions au cours des dernières semaines, faisant des centaines de morts et de blessés, tandis que les grands Etats impérialistes, derrière les Etats-Unis, faisaient pression... sur les dirigeants bourgeois de l'Autorité palestinienne pour qu'ils nomment un premier ministre opposé à l'Intifada. S'ils arrivent à arrêter la résistance à l'oppression coloniale israélienne, on leur fait miroiter la perspective d'un «Etat provisoire» croupion et le «gel» de la colonisation: en un mot l'officialisation internationale de leur rôle de **garde-chiourme** des masses palestiniennes soumises à des conditions de vie insupportables.

* En **Tchéchénie**, l'impérialisme russe a organisé avec la bénédiction de l'ONU un référendum bidon sous la menace des armes pour légitimer sa domination meurtrière et les ravages qu'il inflige aux populations.

* En **Afrique** l'impérialisme français fait tout pour maintenir sa domination économique et financière sur ses anciennes colonies: envoi de milliers de soldats en Côte d'Ivoire (qui ont reconnu avoir fait des «dizaines de morts») et «mise en tutelle» du pays, envoi de centaines d'autres en Centrafrique pour soutenir les nouvelles autorités après leur coup d'Etat...

Aux quatre coins du monde, les Etats bourgeois, grands ou petits, en concurrence incessante entre eux, sèment l'oppression et la misère, les conflits et les guerres: **leurs discours de paix, de liberté, de démocratie ne sont que de la propagande pour cacher la défense des intérêts capitalistes, la défense de l'exploitation et de l'oppression...**

LA GUERRE EN IRAK EST FINIE, LES PROCHAINES SE PRÉPARENT

Les canons ne s'étaient pas arrêtés que déjà les dirigeants américains proféraient des menaces contre d'autres pays, cibles potentielles de leur armée: la Syrie, l'Iran, etc. Les impérialistes américains affirment ouvertement que leur intention est de s'appuyer sur leur puissance militaire sans rivale pour remodeler toute cette région stratégique pour le capitalisme mondial dans un sens conforme à leurs intérêts. Mais ce faisant ils se heurtent aux impérialismes concurrents (européens et asiatiques) pour qui le pétrole du Moyen-Orient est vital, comme aux divers Etats de la région qui veulent défendre leurs intérêts bourgeois propres face aux brigands impérialistes: les tensions et les conflits ne cesseront donc pas avec la chute

(Suite en page 6)

Pour vaincre, les prolétaires doivent prendre leurs luttes en main!

(Suite de la page 1)

comment en 1995 les tentatives de Juppé de s'attaquer aux systèmes de retraite mit le feu aux poudres. Il fallut tous les efforts des directions syndicales, CGT en tête, pour circonscrire le mouvement et, après l'avoir laissé s'épuiser, pour l'arrêter après une manifestation-procession et un semblant de négociation à Matignon (dans cette affaire un certain Thibault gagnera ses galons de chef de la bonzerie cégétiste pour avoir liquidé les grèves).

La bourgeoisie s'impatiente aussi parfois de la lenteur des partis réformistes, alors que les partis de droite promettent d'aller droit au but. Mais les cercles bourgeois dirigeants, à commencer par le Medef, s'impatientaient de la lenteur du gouvernement Raffarin à entreprendre les «réformes» qu'ils jugent nécessaires. Il a fallu une pression insistante du Medef pour que le gouvernement mette en application ses divers projets (projets déjà étudiés ou préparés sous le gouvernement Jospin). De Bruxelles, la Commission européenne qui prend au sérieux son rôle de défenseur sourcilieux des intérêts capitalistes généraux, a déjà fait savoir que le projet sur les retraites était insatisfaisant et ne pouvait être qu'un premier pas...

En réalité, le gouvernement Raffarin était conscient des risques de déclencher des mouvements de protestation et de grève, et il s'est efforcé de préparer le terrain pour faire passer avec le minimum de vagues son projet. Nous n'en ferons pas ici une analyse détaillée, et nous ne démonterons pas la fausseté des arguments de ses partisans (comme la funeste augmentation de la durée de vie: heureuse époque pour les bourgeois quand les prolos avaient le bon goût de crever dès qu'ils avaient atteint l'âge de la retraite!). Disons simplement que ce n'est pas bien entendu dans le but de «sauver les retraites par répartition» ou d'assurer les «retraites de nos enfants» que ces projets déjà étudiés et préparés sous le gouvernement Jospin (comme l'a rappelé l'UMP après que le PS ait décidé d'appeler à son retrait!) voit le jour, mais pour **sauver le taux de profit du capitalisme**: faire travailler plus les prolétaires, et quand ils ne peuvent plus travailler, leur donner la pension la plus faible possible, tel est l'objectif immuable du capital qui ne vit que du surtravail extorqué aux salariés. Augmenter le nombre d'annuités nécessaires (40, 42, plus demain), ne signifie pas que les patrons veulent avoir des travailleurs de 70 ans ou plus (ils cherchent au contraire à remplacer les ouvriers âgés de 55 voir de 50 ans par des jeunes); cela signifie que les prolétaires épuisés par des décennies de labeur et désormais inaptes à se faire exploiter avec profit par le capital devront quitter le travail avec une pension fortement **réduite**.

LES DIRECTIONS SYNDICALES: COMPLICES ET SABOTEURS DE LA LUTTE OUVRIÈRE

Nous avons rappelé que toutes les directions syndicales avaient accepté l'idée qu'une «réforme» des retraites était nécessaire et accepté implicitement l'abandon des 37,5 annuités de cotisation (1). Si la CFDT a signé seule le projet du gouvernement (et s'en est glorifiée), la CGT, tout en jouant la comédie de la mobilisation et de l'opposition résolue dans la rue, s'est bien gardée d'en demander le retrait. Bien au contraire elle a affirmé par la voix de Thibault qu'elle était prête à signer ce texte pourvu que le gouvernement accepte d'en étaler le calendrier et d'en discuter certaines modalités! Mais plus que ce genre de déclarations elles-mêmes, c'est toute son attitude qui démontre le rôle de **saboteur en chef** de la lutte ouvrière de l'appareil cégétiste. Cherchant à réitérer 1995, la CGT avait

fixé pour le dimanche 25 mai (donc sans mot d'ordre de grève) la date d'une manifestation-procession d'enterrement du mouvement. Après les gigantesques manifestations du 13 mai auxquelles elle avait appelé à contrecœur et qui ont vu la participation de près de deux millions de personnes, elle a fait tous ses efforts pour casser les tentatives de continuer la grève dans certains secteurs, en annonçant des actions... dans le futur. Remplacer les appels à des grèves par des appels à des «journées d'action», étaler le plus possible ces «journées d'action», saucissonner les mouvements pour briser au maximum la force des travailleurs, laisser soigneusement sans perspective et sans organisation les secteurs en lutte, cette «stratégie» n'est pas celle de la «myopie» ou de la «couardise» des réformistes, mais la stratégie tout-à-fait consciente de saboteurs, de *lieutenants ouvriers de la bourgeoisie*, pour reprendre les termes utilisés par Lénine pour caractériser la nature et la fonction du réformisme. Collaborationnistes par nature car entretenus par les institutions bourgeoises, imbriqués à tous les niveaux dans les mécanismes de la collaboration des classes, éduqués et formés au respect des intérêts bourgeois «supérieurs», les appareils syndicaux et les grandes Confédérations ne peuvent absolument pas servir de point d'appui à la lutte prolétarienne et encore moins de direction à celle-ci: ils sont des **obstacles** dont les prolétaires doivent s'affranchir, dont ils doivent **combattre** pied à pied l'oeuvre **défaitiste**.

La plus grande clarté est ici nécessaire: écrire comme le fait Lutte Ouvrière que l'entrée en grève d'une partie des travailleurs serait souhaitable car cela pourrait pousser les confédérations à continuer la lutte (2), autrement dit fixer aux prolétaires comme seule perspective pour mener le combat, la pression sur les directions syndicales, est leur indiquer la voie de la défaite assurée. Sous la pression des prolétaires, les bonzeries syndicales peuvent bien faire des discours ou des gesticulations «combatives», jamais elles ne prépareront ni n'organiseront une lutte réelle. Si elles prennent la tête d'un mouvement de lutte, ce sera pour mieux le contrôler, le détourner, le stériliser et l'amener à la défaite. Ne pas en avertir les prolétaires, mais leur dire l'inverse, c'est tout simplement se rendre **complice** de l'action anti-ouvrière du collaborationnisme politique et syndical.

De même faire des appels à la grève générale «dans l'unité du mouvement ouvrier politique et syndical» (LCR) ne signifie pas autre chose que laisser la direction de la lutte, la direction de l'éventuelle grève générale aux directions syndicales collaborationnistes. Rappelons que jamais les directions syndicales réformistes n'ont lancé le mot d'ordre de grève générale lors des grands conflits qui ont éclaté en France, que ce soit en 1995, en 1968 ou en 1936: ils ont tous éclaté en dehors d'elles, malgré elles; mais elles ont réussi à chaque fois à en prendre la tête et à le vendre ensuite contre une poignée de lentilles. Ce que propose depuis toujours la dite «extrême gauche», révolutionnaire seulement en paroles, c'est de confier dès le début la direction du conflit à ces mêmes réformistes! Comme aide à leur sale besogne de sabotage il n'y a pas mieux...

POUR LE RETOUR AUX MÉTHODES ET AUX MOYENS DE LA LUTTE DE CLASSE! POUR LA RECONSTITUTION DU PARTI DE CLASSE!

Quelle que soit l'issue du mouvement en cours au moment où nous écrivons, il ne constitue qu'une escarmouche dans l'affrontement social, dans la lutte des classes qui ne peut pas ne pas exister sous le capitalis-

me. Mais si cette lutte des classes est menée de façon consciente et scientifiquement organisée du côté de la classe dominante, il n'en est pas de même du côté de la classe dominée. Celle-ci réagit sans aucun doute à l'exploitation et aux attaques patronales; mais la plupart du temps cette conflictualité irrépressible reste à un niveau élémentaire (voire individuel); ce n'est que rarement, lorsque les antagonismes sociaux s'aiguisent sous les coups des difficultés économiques du capitalisme, qu'elle réussit à se hisser à un niveau plus élevé, que les conflits locaux confluent en mouvements plus larges, que la guérilla menace de se transformer en guerre véritable. S'ils ne signifient pas encore que le moment est proche où les prolétaires vont se lancer dans une lutte d'ensemble contre la classe ennemie, c'est-à-dire dans la lutte révolutionnaire, ces mouvements d'ampleur sont cependant dangereux pour le capitalisme, pour la bourgeoisie et pour tous ses innombrables laquais, politiques, syndicaux et autres: C'est la raison pour laquelle tous, unis en réalité contre les prolétaires dont ils redoutent la force, s'emploient à prévenir ces mouvements ou à les stériliser s'ils n'ont pu empêcher leur éclatement.

La force du prolétariat a donc besoin pour s'exprimer de la rupture complète avec les orientations collaborationnistes, non de l'unité avec les réformistes, mais de la lutte contre eux! La question pour les prolétaires n'est pas de chercher des solutions alternatives aux **problèmes du capitalisme**, ou d'appuyer ceux qui proposent d'appliquer moins brutalement les solutions bourgeoises dont ils sont la victime désignée. Et il doit laisser les petits-bourgeois démocrates gémir sur les tragiques choix de société ou de civilisation (!) qu'impliqueraient les mesures gouvernementales. Seul compte le rapport des forces.

Pour s'opposer au gouvernement et à la bourgeoisie, les prolétaires en peuvent s'appuyer sur rien d'autre que leur lutte. Mais celle-ci a le pouvoir de briser tous les obstacles, à condition qu'elle soit menée de façon classiste, sur le terrain de classe et avec les armes de classe: grève sur des objectifs unifiants et centrés sur les besoins des catégories les plus désavantagées, se dotant des moyens de se généraliser, de durer et de se défendre, mais aussi organisation indépendante des prolétaires les plus conscients pour organiser et diriger la lutte, affronter les adversaires et les faux amis, tirer les leçons des mouvements passés pour préparer les futurs.

Cette **organisation** de classe des l'avant-garde des prolétaires pour la lutte «immédiate» et partielle serait encore insuffisante sans l'organisation sur le plan politique, non seulement pour mener la lutte politique plus large, la lutte révolutionnaire, mais même pour mener et diriger cette lutte immédiate plus restreinte, lui éviter les faux pas, la guider contre ses adversaires et ses faux amis. Toutes les forces politiques existant dans la société bourgeoise pèsent sur la classe ouvrière, essayent de l'influencer, de la tirer d'un côté ou de l'autre, lui proposent leurs recettes; le combat politique est inévitable pour arracher les masses prolétariennes aux influences politiques bourgeoises, et ce combat a besoin de son organe propre, le **parti politique de classe**, le parti communiste véritable, qui tire du programme historique de l'émancipation prolétarienne la clé des victoires futures.

Au-delà de l'issue contingente du mouvement actuel, révélateur des puissantes tensions qui travaillent la société bourgeoise pas seulement en France et qui éclateront à nouveau, un progrès décisif en direction de la reprise de la lutte de classe aura été accompli lorsque des prolétaires d'avant-garde auront su tirer de l'expérience amère des trahisons des prétendus chefs ouvriers et de l'expérience enthousiasmante de la combativité des masses, la conscience et la volonté de s'atteler au travail de réorganisation classiste du prolétariat.

24/5/2003

(1) Voir la fameuse déclaration commune de la CGT, CFDT, FO, FSU, etc. du 7 janvier («Le Prolétaire» n° 465).

(2) «Si le succès de la journée [du 13 mai] est vraiment perceptible pour tous, il pourra convaincre qu'il faut aller au-delà des journées d'action symboliques. Si une partie des travailleurs mis en mouvement le 13 mai continuaient le lendemain, ce serait une pression sur les confédérations pour qu'elles continuent» (Edito de LO du 9 mai). «Il faut que les manifestations du dimanche 25 mai soient les plus massives possible. C'est le seul moyen de contraindre les directions syndicales à agir, sous peine d'apparaître aux yeux des travailleurs, non pas comme les représentantes des salariés face au patronat et au gouvernement, mais comme les agents du patronat et du gouvernement auprès des travailleurs» (édito du 23 mai), etc.

Les fondements du philo-américanisme

La revue économique «Challenges» a publié dans son n° 196 (6 mars 2003) une statistique qui jette une vive lumière sur les raisons de l'orientation pro-américaine de certains gouvernements européens: il s'agit des chiffres des investissements directs des Etats-Unis dans certains pays d'Europe.

On y apprend ainsi que la première destination européenne des capitaux yankees est la **Grande-Bretagne**, avec 29 milliards de dollars (tous les chiffres sont pour 2000). On s'en serait douté, mais l'écart avec les autres pays est très important, puisque le second pays est l'**Italie** avec 8 milliards de dollars (chiffre équivalent aux investissements américains au Japon) et le troisième l'**Espagne** avec 2,2 milliards. Les trois pays de la «vieille Europe» qui se sont alignés sur les Etats-Unis sont ainsi ceux qui reçoivent le plus de capitaux américains: est-ce un hasard?

Par comparaison, l'**Allemagne** qui a un produit intérieur brut double de celui italien et plus de la moitié plus grand que le britannique n'avait reçu la même année qu'un montant équivalent à celui de l'Espagne: un peu plus de 2 milliards de dollars. Vient ensuite la **France** avec seulement 1,2 milliards de dollars investis en 2000.

La **Pologne**, elle, n'avait reçu que 0,6 milliards de dollars de capitaux américains. L'orientation pro-américaine du gouvernement polonais s'était déjà manifestée il y a quelques mois par l'achat d'avions de combat U.S.: en contrepartie les Etats-Unis avaient fait des promesses d'investissement importants qui devraient faire d'eux les premiers investisseurs étrangers, passant devant l'Allemagne et la France. Le courroux manifesté bruyamment par Chirac (soutenu en silence par Schroeder) contre le gouvernement polonais se basait en réalité sur le dépit de voir la Pologne s'ouvrir aux capitaux américains au moment même où elle semblait se préparer à entrer dans l'orbite franco-allemande avec son adhésion à la Communauté Européenne...

Ces chiffres donnent bien entendu seulement une **indication** (mais de taille!) des raisons de l'influence politique américaine. Il faudrait y ajouter d'autres éléments; par exemple il est en effet connu qu'en Espagne certaines grandes sociétés réputées être «proches» (cela veut tout dire!) d'Aznar, poussaient à coller aux Etats-Unis: le cas le plus connu est peut-être celui de la société pétrolière Repsol qui lorgne une partie du pétrole irakien.

Bas les pattes du Congo-Kinshasa!

(Suite de la page 1)

des circonstances non éclaircies. Mais le gouvernement de Kinshasa ne réussissait pas à rétablir son autorité sur l'Est du pays. Des troupes rwandaises et ougandaises alliées y étaient présentes, sous prétexte de garantir leurs frontières contre des attaques de guérillas, et elles y soutenaient divers groupes rebelles congolais; il est d'ailleurs plus exact de parler à ce sujet de «seigneurs de la guerre» (voire de groupes de type mafieux) car ces rebelles n'ont aucun programme politique si ce n'est celui de se tailler un fief local.

Du côté rwandais et ougandais, comme du côté zimbabwéen ou angolais, il s'agissait de mettre la main sur une partie des richesses minières dont regorge le Congo et qui peuvent être encore être extraites, en dépit du délabrement général des installations: cuivre dans les régions proches du Zimbabwe, diamant dans les zones frontalières de l'Angola, or, bois, pétrole ou uranium, sans parler du coltan, un minerai très employé dans l'industrie électronique, dans l'est (Ituri). On estimait par exemple que l'armée rwandaise engrangeait 20 millions de dollars par mois en exploitant ce minerai vendu à prix d'or sur le marché international (2). Kabila avait concédé l'exploitation du cuivre à des proches du président du Zimbabwe, tandis que des généraux angolais mettaient la main sur le commerce du diamant qui alimentait auparavant la rébellion dans l'est angolais de leur adversaire Savimbi.

Après la stabilisation de la situation militaire, la signature des accords de paix de Lusaka en 1999 déboucha sur un cessez-le-feu fin 2000: il prévoyait le retrait des troupes étrangères d'ici fin 2002 et le partage ensuite du pouvoir entre les diverses fractions; un contingent de l'ONU était envoyé pour superviser l'application de ces accords. Ces accords ont été partiellement mis en application, même si des combats meurtriers ont longtemps continué dans certaines régions. Mais le plus grave point d'achoppement est la situation dans l'est congolais où l'alliance entre le Rwanda et l'Ouganda a rapidement volé en éclats. Des combats ont opposé soldats rwandais et ougandais et grou-

pes rebelles soutenus par les uns et les autres dans la région de l'Ituri pour le contrôle de zones minières. Les efforts de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis pour réconcilier les deux anciens alliés ont été vains, chaque pays accusant même l'autre de soutenir des mouvements d'opposition à leurs régimes respectifs.

Comme les groupes rebelles congolais liés à ces deux Etats, s'appuient sur des populations particulières traditionnellement en conflit pour des questions foncières, les combats dégénèrent souvent en «affrontements interethniques», selon l'expression des commentateurs bourgeois qui veulent avant tout en cacher les raisons véritables. Selon une ONG américaine près de 50.000 personnes auraient ainsi été tuées en Ituri et des dizaines de milliers se seraient enfuies de chez elles depuis la signature des soit-disant accords de paix de 1999 - sans que cela n'émeuve les médias et les gouvernements occidentaux.

Depuis le début de cette année de violents combats opposent les troupes ougandaises qui n'ont toujours pas quitté le Congo et dont l'effectif a au contraire été augmenté (6000 soldats semble-t-il) aux rebelles de l'UPC («Union des Patriotes du Congo» de Thomas Lubanga) qui a abandonné l'Ouganda pour passer dans le camp du Rwanda. En mars les soldats ougandais chassent l'UPC du chef-lieu de l'Ituri, Bunia. Le Rwanda menace aussitôt d'envoyer ses troupes si l'Ouganda ne se retire pas immédiatement. Les soldats ougandais se retirent alors fin avril de Bunia, réoccupée par l'UPC et où des combats entre celle-ci et les milices Lendu armées par l'Ouganda font plus de 300 morts, principalement civils, selon l'ONU.

Ces derniers massacres ont entraîné des réactions plus importantes que les précédents. Le «Wall Street Journal», l'influent quotidien de la finance américaine, publie un éditorial critiquant l'impuissance criminelle de l'ONU devant les souffrances du peuple congolais; «Le Monde», s'avisant avec quelque retard de ce qui se passe au Congo, parle de menace imminente de génocide. Cette soudaine sollicitude de ces porte-paroles des impérialismes français et américain est le

les pays où leur opposition au gouvernement en place pouvait leur donner des allures un peu plus «radicales», propres à attirer les prolétaires.

Une véritable lutte contre la guerre implique l'indépendance totale d'avec tous les intérêts bourgeois, même quand ils se disent pacifistes, et la rupture avec tous ceux qui poussent au soutien de sa bourgeoisie, de son Etat, de son impérialisme (sous le prétexte qu'ils pourraient empêcher la guerre), en un mot au retour à la **lutte de classe**.

« Il Comunista » n°84 (Bimestrale) Maggio 2003

-Iraq è il mondo
-Metalmeccanici: l'ennesima presa in giro dei sindacati collaborazionisti
- Italia borghese, bellicista e codarda
-Gas e petrolio nel Golfo di Guinea
-Il militarismo e la guerra (...). La via d'uscita sta solo nella lotta di classe del proletariato (...)
- Aumentano i fattori di contrasto fra Stati Uniti ed Unione Europea
-Alla guerra delle bombe fa da contraltare la guerra degli aiuti umanitari
-Sul filo del tempo. Oriente
-Disoccupazione americana
-Di lavoro si muore !

Mais il faut aussi comprendre que dans ces mêmes pays une bonne partie des intérêts capitalistes poussent dans la direction opposée; en Espagne les médias qui ont mené la fronde contre Aznar ont expliqué en long et en large que les partenaires économiques comme les marchés les plus importants du pays sont en Europe: la France, l'Allemagne au premier chef. De même les échanges économiques de la Grande-Bretagne se font maintenant majoritairement avec le continent européen et non avec la puissance d'outre-atlantique (d'où le problème d'adopter l'Euro), et ceci vaut bien sûr pour l'Italie. En Pologne de même certains politiciens bourgeois ont fait remarquer que l'avenir économique du pays dépendait davantage de l'Allemagne et de la France que des Etats-Unis...

L'existence de solides intérêts bourgeois distincts, et potentiellement concurrents, de ceux des Etats-Unis expliquent pourquoi des forces bourgeoises puissantes se sont opposées en Espagne, en Italie ou en Grande-Bretagne aux orientations pro-américaines, allant jusqu'à **organiser** les gigantesques manifestations pacifistes que l'on sait.

Au lieu de voir dans celles-ci comme certains naïfs (?) on ne sait quelle mobilisation spontanée des «peuples» contre la guerre, il fallait y voir une mobilisation puissamment organisée d'**union sacrée** en faveur d'intérêts bourgeois très prosaïques, et potentiellement d'**union nationale** contre des impérialismes concurrents y compris dans

reflet du remue-ménage diplomatique et, sans aucun doute, des marchandages au Conseil de sécurité. En effet le 12 mai la France se dit officiellement prête à envoyer un contingent militaire maintenir l'ordre en Ituri. Le Rwanda, qui reste le pays le plus fidèlement lié aux Etats-Unis affirme immédiatement son opposition à toute intervention militaire française. Même opposition du RCD, principal groupe rebelle congolais, allié au Rwanda et tuteur de l'UPC: «*nul n'ignore le soutien de la France au président Joseph Kabila, à son gouvernement et aux milices Lendu qui bénéficient de l'appui en matériel, en hommes et en idéologie du gouvernement de Kinshasa*». Quant à l'UPC, elle déclare par la voix de Lubanga qu'elle considérera les soldats français «*comme des ennemis*»: «*Les Français veulent intervenir parce que leurs enfants favoris ont été chassés de Bunia*» (3).

En dépit de cette opposition virulente, une «mission militaire française de reconnaissance» était signalée à Bunia fin mai. Tout indique, au moment où nous écrivons, qu'une intervention militaire française, sous mandat de l'ONU et avec probablement des contingents d'autres pays européens, soit activement en préparation. Une réunion de membres du conseil de sécurité élargie à la Belgique (ancienne colonisatrice, la Belgique conserve encore d'importants intérêts au Congo-Kinshasa) est prévue. Il est probable que dans l'auguste enceinte du Palais des Nations à New York, un marchandage des plus sordides soit en cours à propos de l'Irak et du Congo (et aussi la Côte d'Ivoire où la France veut obtenir l'envoi d'un contingent de l'ONU): je te donne un os à ronger ici et tu me laisses profiter sans murmurer du butin là. C'est ainsi que les choses se passent dans le temple de l'ordre démocratique international, dans la **caverne des brigands** onusienne...

Quoi qu'il en soit, que cette intervention française ait lieu ou non et quelle que soit sa

forme, il doit être parfaitement clair que les masses pauvres et les prolétaires congolais n'ont absolument rien de bon à attendre de l'impérialisme, et de l'impérialisme français en particulier - il suffit pour s'en convaincre de se souvenir de son rôle criminel dans le Rwanda voisin! - de même qu'ils n'ont rien également à attendre des diverses factions bourgeoises qui se font la guerre ou qui se réconcilient sur leur dos: rebelles ou gouvernementaux, ce ne sont que des bandes bourgeoises intéressées seulement à profiter de leur sueur, à vivre de leur misère.

Les prolétaires français, eux ont la tâche impérieuse de **dénoncer** et de **combattre** toutes les interventions militaires de leur propre Etat, de leur propre impérialisme, surtout quand elles se camouflent derrière de prétendues raisons «humanitaires» et avec la bénédiction de l'ONU! C'est non seulement une nécessité pour qu'ils ne soient pas paralysés par une alliance, même tacite, avec la politique d'oppression et de rapine de la bourgeoisie, dans la lutte de résistance quotidienne contre cette bourgeoisie et son Etat; mais c'est aussi indispensable pour jeter les bases d'une **union réelle** entre prolétaires de tous les pays, entre prolétaires de pays dominants et de pays dominés, qui est nécessaire pour l'émancipation du prolétariat et sa victoire internationale contre le capitalisme.

Bas les pattes du Congo-Kinshasa! Impérialisme français, hors d'Afrique! Union des prolétaires de tous les pays contre l'impérialisme et tous les Etats bourgeois!

(1) Voir «Le Prolétaire» n° 447.

(2) Chiffre cité par Natalie D. Ware, «Congo war and the role of coltan», ICE Case Studies, décembre 2001.

(3) Déclarations à l'AFP le 13 mai.

Une nouvelle fois sur le foulard islamique

Une nouvelle fois la question du port du foulard islamique revient sur le devant de la scène.

Deux «affaires» ont défrayé la chronique: dans un lycée de Lyon-Duchères les enseignants ont fait grève contre le refus par le rectorat de l'exclusion d'une élève qui avait l'audace de venir aux cours ainsi couverte, portant ainsi selon eux gravement atteinte aux lois de la République française et aux principes de la laïcité; la seconde s'est déroulée dans le milieu du travail où une salariée a été licenciée par l'entreprise qui l'avait embauchée des mois auparavant, avec ce même foulard et qui, du jour au lendemain, trouvait que cela posait des problèmes vis-à-vis de la clientèle avec laquelle elle était en relation, puis réintégrée - avec son foulard - après que le Conseil des Prud'hommes ait statué en référé qu'elle était victime de discrimination.

L'ETAT BOURGEOIS ET LA RELIGION MUSULMANE

Et puis il y a eu le fameux discours de Sarkozy affirmant le 19 avril l'interdiction du port du voile sur les photos d'identité lors du Congrès de l'Union des Organisations Islamiques en France, où dominant les Frères Musulmans. Cela a déclenché les sifflets de l'assistance, mais le minuscule ministre de l'Intérieur et des Cultes s'en est sorti grand à aux yeux des bourgeois: il leur a prouvé qu'il savait amadouer les organisations religieuses musulmanes intégristes tout en leur parlant le langage de la «fermeté» dans le domaine du respect des symboles de l'Etat bourgeois. Sarkozy a réussi ce qu'avaient déjà commencé à réaliser les ministres de l'Intérieur précédents (en particulier Chevènement): organiser, discipliner sous contrôle de l'Etat la religion musulma-

ne dans la perspective d'arriver à un «Islam à la française». L'Islam est en effet non seulement la deuxième religion du pays, mais surtout la religion de la grande partie de la fraction immigrée du prolétariat, la partie la plus exploitée et la plus opprimée qu'il est vital pour la classe dominante de maintenir dans la soumission. Or y a-t-il une arme idéologique plus puissante pour prêcher la soumission et la résignation que la religion? Les bourgeois savent pertinemment que l'intimidation et la répression policières ne suffisent pas toujours à garantir le calme dans les banlieues ouvrières et qu'il n'existe pas beaucoup de moyens pour contrôler les jeunes prolétaires d'autant moins réceptifs aux sirènes de la démocratie et de l'Etat de droit qu'ils sont confrontés au chômage, au racisme et aux discriminations de toutes sortes. Les bourgeois constatent aussi avec crainte que dans les pays d'origine de cette immigration, le mécontentement des masses s'exprime parfois - et de façon ultra-violente! - dans des mouvements à fond religieux. Ils voient qu'à Casablanca, comme l'écrit «Le Monde», ce porte-parole autorisé de la bourgeoisie française, «*le terrorisme est sorti des bidonvilles*»; ils voient qu'en France et dans plusieurs pays d'Europe, des «*terroristes islamistes*» ou prétendus tels se recrutent parmi l'immigration maghrébine et arabe. Ce qu'ils redoutent vraiment, c'est moins les attentats, toujours possibles, de groupes terroristes, que la contagion de la lutte violente à certaines couches des prolétaires arabes et par là au reste du prolétariat; c'est que, de formes islamistes réactionnaires en fait inoffensives pour le capitalisme, la révolte qui pousse ces éléments en vienne à les porter sur le terrain prolétarien, sur le terrain révolutionnaire. De là la nécessité du contre-feu

(Suite en page 6)

LES LUTTES DE CLASSES ET D'ETATS DANS LE MONDE DES PEUPLES DE COULEUR, CHAMP HISTORIQUE VITAL POUR LA CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE MARXISTE (Fin)

LA DOCTRINE DES MODES DE PRODUCTION S'APPLIQUE A TOUTES LES RACES HUMAINES

(Les 2 premières parties de cet article sont parues dans les n°465 et 466 du «prolétaire»)

ORIGINALITE TOTALE DU MARXISME

Les acquis que possédait déjà le marxisme il y a un siècle sans qu'il soit besoin de les compléter, de les améliorer ou de les enrichir (pour employer le terme le plus trivial de tous), apparaissent ici dans toute leur puissance dialectique; il s'agit seulement de les défendre après les avoir exhumés des vagues nauséabondes des dégénérescences. Le Manifeste a proclamé que «les communistes appuient tout mouvement direct contre les conditions sociales existantes». Il n'y est pas du tout sous-entendu que ce n'est vrai que pour les «conditions» constituées par l'ordre et la constitution étatique propres au capitalisme bourgeois. Et en effet quand le Manifeste passe en revue les pays de l'époque, il ne peut indiquer de mouvement de la classe ouvrière contre l'Etat bourgeois qu'en Angleterre et en France. Pour tout le reste de l'Europe, il est prescrit aux communistes de soutenir toute insurrection antiféodale et anti-despotique, non seulement quand elle est l'oeuvre de la bourgeoisie, mais même dans certains cas (Pologne de 1848 à 1871) de la **petite noblesse**. Il s'agit, bien entendu, de mouvements conspiratifs et insurrectionnels tendant à renverser, y compris de façon terroriste, les pouvoirs constitués.

Ce qui était théorisé comme une norme stratégique pour l'Europe de 1847-71, l'est évidemment aujourd'hui (1) pour les Etats arriérés de l'Asie et de l'Afrique régis par des formes étatiques précapitalistes.

Mais, sans perdre de vue les différences géographiques et historiques, il existe dans l'un et l'autre cas selon l'essence du marxisme, une donnée de base commune fondamentale. Il ne s'agit pas seulement du concept de révolution en permanence, qui signifie appuyer ces insurrections et ces révoltes afin d'y faire succéder directement la révolte des prolétaires contre les bourgeois. Et il ne suffit pas non plus de savoir que, conformément aux lois historiques générales du cours des révolutions, ce seront les bourgeois démocrates qui attaqueront les travailleurs et qui les massacreront après avoir grâce à eux remporté la victoire, dans le but d'empêcher la **permanence** de la vague révolutionnaire (il aurait fallu prévoir en 1928 avec ce critère que le Guomindang allait se comporter en bourreau des communistes en Chine comme l'avaient fait en France la monarchie bourgeoise en 1831, la Seconde République en 1849 et la Troisième en 1871, sans parler de la Première contre Babeuf et les «Egaux»).

Il s'agit d'une donnée et d'un caractère **essentiel** qui va au-delà du choix heureux du moment stratégique pour **attaquer** les alliés de la veille (dont il n'existe qu'un seul exemple mais de taille, l'Octobre russe), parce que c'est un caractère qui concerne la **théorie** et la **doctrine, sans lesquelles il n'y a pas de mouvement révolutionnaire**, et qui ne peut être possédé, comme la capacité stratégique, que **par le Parti**, alors que la classe amorphe et **immédiate** «sombre dans la doctrine de ceux aux côtés desquels elle marche», de sorte que c'est un absurde de la consulter toujours et partout.

Quand le parti marxiste choisit les alliés des communistes à certains tournants historiques critiques, il possède déjà complètement la négation ouverte, la critique, mieux, la **démolition** sans fard de toute «superstructure idéologique» de ses alliés dans la guerre civile; il ne la tait pas, il ne la cache pas une seconde même au milieu du fracas des armes. «Jamais les communistes ne cachent leurs objectifs».

Ce résultat qui serait et qui est impossible dans un rassemblement, dans un front, éten-

du **au niveau de la superstructure**, comme c'est de règle dans toute agitation pacifiste, propagandiste, éducationniste, légaliste, constitutionnelle, parlementaire, dépend de l'existence d'un solide **parti de la classe prolétarienne**; un parti qui ne peut être peu nombreux sans que les grandes masses soient infectées par les idéologies ennemies professées par les «alliés»; un parti qui ne peut être pléthorique et **populaire** sans perdre la capacité vitale à maîtriser l'intégralité de la théorie, à cause de l'entrée dans ses rangs d'ouvriers encore sous l'empire des théories adverses ou, pire, de couches petites-bourgeoises, anti-révolutionnaires par nature au moment de la lutte pour le socialisme.

Que cette doctrine existe depuis 1848, ce n'est pas seulement prouvé par les textes dont la force vitale est démontrée par le fait qu'ils ont rassemblé dans le monde et pendant un siècle une multitude de combattants de classe; c'est aussi prouvé par l'existence dans le monde de pays où est pleinement réalisée la phase de la lutte de classe ultime entre capitalistes et salariés. En 1848, c'était l'Angleterre, (et rappelons ce passage dialectique) si l'école théorique était allemande et l'avant-garde combattante française, cela n'y change rien. Voilà l'Internationale!

En 1918 dans toute l'Europe continentale on a combattu les armes à la main et revendiqué la théorie, mais tout cela n'a pas suffi; nous avons déjà traité en long et en large l'histoire de l'infection opportuniste.

Dans la période actuelle, l'ensemble des plus grands partis du prolétariat n'est qu'un réseau d'égouts où coule le liquide nauséabond des idéologies politiques bourgeoises, de l'apologie du libéralisme, de la constitutionnalité, de toute une série d'ignominies.

La rupture inexorable entre les superstructures de classes opposées, même aux moments où elles sont jetées physiquement - infrastructurellement - à l'assaut d'un ennemi commun, est inscrite dans la doctrine révolutionnaire; faisant du parti communiste le dépositaire de la position du futur **homme-social** communiste cette doctrine proclame - ici nous revenons aux *Grundrisse*, au fondement de tout un siècle de marxisme - que, si la forme bourgeoise doit triompher dans le corps à corps historique avec les formes **précapitaliste**, celles-ci lui étaient cependant **supérieures** en comparaison à l'ordre social qui est au coeur du seul et unique programme de notre parti, ordre social vers lequel nous tendons, vers lequel le parti conduit la classe ouvrière au combat.

Arriver à cette grande vérité qui signifie la mort pour infamie de l'individualisme, de toute idéologie et pratique individualiste, est la clé de la victoire, aujourd'hui en théorie, demain dans l'histoire, du futur **homme-société**; et seul le parti peut arriver à un si grand résultat.

Quelle peine faudrait-il infliger à ceux qui cherchent des garanties contre le culte des grands hommes, des grands leaders et des divas, en mettant en cause la primauté aujourd'hui du parti, primauté qui ne pourra être demain celle de la classe que lorsque celle-ci, ayant triomphé, ne sera plus une classe? Le parti communiste ne possède pas de grands noms, il n'a pas de divas, pas même Marx ou Lénine; il est une force qui tire son potentiel d'une humanité encore à naître dont la vie ne sera qu'une vie de collectivité et d'espèce, depuis les fonctions manuelles les plus simples jusqu'aux activités mentales les plus complexes et les plus difficiles. Définissons le parti: c'est la projection dans le présent de l'Homme-Société de demain.

LE BUT DE LA SOCIETE N'EST PAS LA PRODUCTION, MAIS L'HOMME

Grundrisse, p. 387 (2). Eloge de la société classique gréco-romaine. «Les Anciens ne

se sont jamais préoccupés de rechercher quelle était la forme de propriété foncière, etc. la plus productive ou la plus fertile en richesses. Bien que Caton ait pu s'interroger sur la manière la plus avantageuse de cultiver son sol, ou que Brutus ait prêté son argent au taux le plus élevé, la **richesse n'apparaît pas comme le but de la production dans cette société**. La recherche porte sur le mode de propriété et la plus susceptible de former les meilleurs citoyens. La **richesse n'apparaît comme une fin en soi** que chez les rares peuples marchands qui monopolisent le métier des transports [carrying trade dans le texte: navigation et caravanisme commerciaux: Phéniciens, Carthaginois ...] qui vivent dans les pores du monde antique, tels les Juifs dans la société médiévale. **A présent** [c'est-à-dire à l'époque capitaliste] la **richesse est, d'une part, une chose réalisée dans des choses** [marchandises], **production matérielle, et l'homme s'y oppose comme sujet; d'autre part, comme valeur, elle n'est que le pouvoir de commander le travail d'autrui dans le but non pas d'exercer une domination, mais d'en tirer des jouissances, etc. Si elle est une fin en soi, la richesse a une figure matérielle, soit de chose, soit de rapport médiatisé par la chose contingente et extérieure à l'individu**».

«Ainsi, combien paraît sublime l'antique conception qui fit de l'homme, quelle que soit l'étroitesse de sa base nationale, religieuse et politique, le **but de la production, en comparaison de celle du monde moderne où le but de l'homme est la production, et la richesse le but de la production**».

Une petite parenthèse s'impose ici pour rendre lisible un passage difficile. Après avoir déclaré que la superstructure socio-idéologique du monde classique, malgré ses limitations (comme par exemple l'exclusion de l'esclave de l'état de citoyen libre), était plus élevée que celle du monde moderne bourgeois, pourtant bien supérieur du point de vue scientifique, technologique et économique, Marx continue en opposant au capitalisme non plus l'antiquité romaine, mais «notre» société communiste.

«Mais, au fait, que sera la richesse une fois dépouillée de sa forme **bourgeoise encore limitée** [elle aussi]? Sinon l'**universalité des besoins, des capacités, des jouissances, des forces productives, etc. des individus, universalité produite dans l'échange universel**? Sinon la **domination pleinement développée de l'homme sur les forces naturelles, sur la nature proprement dite aussi bien que sur sa nature à lui?**»

Arrivé à ce point formidable, le rédacteur

a pris le temps d'intercaler un violent coup de fouet à ces prétendus marxistes qui sont enclins à s'abandonner aux faiblesses et aux convoitises de leur sensibilité animale et qui s'en excusent basement par des arguments déterministes.

«Sinon l'épanouissement entier de ses capacités créatrices, sans autre présupposition [cela signifie mythe, dieu, idée immanente, Moi conscient d'exister, d'être ou de vouloir ...] que le cours historique antérieur qui fait de cette totalité du développement un but en soi? en d'autres termes, développement de toutes les forces humaines, en tant que telles, sans qu'elles soient mesurées d'après un étalon préétabli [lire: droit, morale naturelle, philosophie absolue et autres]? L'homme ne se reproduira pas comme unilatéralité, mais comme **totalité**. Il ne cherchera pas à demeurer quelque chose qui a déjà été [qui s'est déjà développée] mais s'insérera dans le mouvement absolu du devenir».

La succession impétueuse des furieux points d'interrogation dans ce texte rédigé frémissant dans la langue originale de l'auteur, vaut n'importe quel exposé de dialectique matérialiste contre tout idéalisme et métaphysique.

La charge l'ordre capitaliste, vu à partir du passé comme à partir de l'avenir n'est pas encore terminée:

«Dans l'économie bourgeoise et l'époque correspondante, au lieu de l'épanouissement entier de l'intériorité humaine, c'est le **dépouillement complet** [du travail et du travailleur lui-même]; cette objectivation universelle apparaît comme totale et le renversement [dans la pratique humaine] de toutes les entraves unilatérales [vivre, survivre, se reproduire] comme sacrifice du but en soi [du but universellement humain et donc aussi subjectif] à un but tout à fait extérieur [la production mercantile inexorable et folle]. C'est pourquoi, le **juvénile monde antique apparaît comme un monde supérieur**. Et il l'est effectivement, partout où l'on cherche une figure achevée, une forme et des contours bien définis [peuple romain, polis athénienne ...]. Il est satisfaction [travail de l'homme ayant pour finalité non la production mais l'homme lui-même] à une échelle limitée, alors que le monde moderne laisse insatisfait. **Ou bien s'il est satisfait, il est trivial**».

La civilisation bourgeoise naissante triompha parce qu'elle a sa place dans le cours du développement historique; mais dès le berceau notre doctrine a gravé sur elle en signes indélébiles son inscription funéraire.

Conclusion

Programme mondial de la forme révolutionnaire communiste

Nous allons amener les voiles après cette course à travers les termes de la question nationale et coloniale, qui fait venir sur la scène toutes les formes ou modes de production, des plus anciens au plus moderne - comme le faisait Lénine pour la Russie de 1917-21 dans son discours classique sur *l'Impôt en nature*, et en attendant de revenir à fond sur tous les aspects historico-géographiques du drame immense que nous suivons d'heure en heure - en reprenant les fondements des *Grundrisse* de Marx que nous avons déjà utilisés.

Nous évaluons chaque forme sociale passée ou actuelle, proche ou lointaine, en la confrontant aux caractéristiques que notre doctrine a gravées pour notre super-ennemi numéro Un: la forme salariale mercantile, à

savoir le capitalisme. Et par-dessus tout, s'élève, comme programme doctrinal et comme diane de combat, l'appel en faveur de la forme antimercantile de demain, dont nous avons déjà donné la formule de base: non plus les hommes soumis à la démence de la production, mais la production orientée pour satisfaire la plénitude sereine de la vie humaine, de l'homme-espèce, et, si on nous le permet, puisque partis de la horde tribale restreinte et consanguine, nous dépassons la race et la nation, de l'homme-humanité.

Avant de faire, avec les mots et phrases mêmes de Marx, la liste sommaire des différentes formes, nous donnerons au théorème historique suprême une expression rigoureuse. La leçon banale du socialisme, tel qu'il était présenté vaguement par les pré-

marxistes et par les mille variétés postérieures de déformateurs du marxisme, veut condamner le capitalisme en tant qu'«appropriation» par des individus, de catégories d'objets conquis par l'homme sur la nature au cours des générations. Notre leçon du socialisme, c'est la destruction du capitalisme en tant qu'«expropriation» de toute l'humanité (et surtout de cette partie où l'individu est réduit à la forme si vantée par l'idéologie bourgeoise du «travailleur libre»), «expropriation» de son lien objectif avec la nature et avec le mode dans lequel, au cours des générations, l'homme en a transformé le domaine matériel par une série de conquêtes glorieuses et douloureuses.

Le lien objectif entre les conditions naturelles dans lesquelles l'homme travaille et l'homme lui-même en tant qu'objet individuel et collectif, est encore vivant dans les formes les plus anciennes que le capitalisme détruit; il disparaît dans la forme bourgeoise démente où le travailleur a une existence purement **subjective** et où le monde entier de la nature et des conquêtes de son espèce se dresse **contre** lui comme étranger, comme ennemi, comme «un monstre qui le dévore en dissipant l'illusion qu'un individu libre puisse en vivre en le dévorant à son tour».

La conception banale selon laquelle la révolution prolétarienne consiste à chasser les usurpateurs qui ont péché contre le Saint Esprit a permis de réduire la revendication socialiste aux positions les plus stupides qui non seulement ne sortent pas du cadre de la forme bourgeoise mercantile, mais, pire, sont complètement étrangères à la trajectoire historique de l'humanité et de ses différentes parties: l'appropriation du capital par le syndicat, le comité d'entreprise, la commune ou l'Etat, qui ne sont rien d'autre que des formes dégénérées et paranoïaques de son appropriation privée et personnelle.

SÉRIE DES FORMES: EUROPE

Dans le **premier communisme tribal**, qu'il s'agisse de la horde nomade ou du village établi sur un territoire agricole, tout est propriété, temporaire ou stable, de la communauté entière. Chacun de ses membres est propriétaire ou copropriétaire au même titre que les autres des conditions du travail: terre, troupeaux, premiers outils de travail, produits du travail. Ces éléments sont un **prolongement matériel** du corps organique de l'homme et de ses arts. La propriété est un **prolongement** de l'homme, de la même façon que l'instrument de production l'est de sa main préhensile. Cet homme primitif existe de manière objective dans ses relations avec les objets et la nature, et non pas de manière subjective comme aujourd'hui dans le mythe du citoyen délibérant, mais auquel la nature et sa conquête humaine réelle ont été fermées comme une porte claquée au nez.

Dans la **seconde forme tribale**, la propriété reste commune à tous, mais il apparaît une subdivision temporaire des conditions du travail entre les groupes familiaux, et donc à travers elles, de la terre à travailler. La forme **propriété** demeure collective, la forme **possession** devient individuelle, mais le lien entre l'homme et les conditions de son travail n'est pas brisé. Cette évolution suit sensiblement celle de la famille: vers la monogamie à partir du **mariage de groupe** entre les membres des deux sexes de la horde, grande forme anti-individualiste des «fratries» décrites de main de maître par Engels.

Forme de la libre propriété laborieuse. Forme romaine classique. La terre de la communauté est partagée entre les citoyens et leur famille qui la travaillent. Une partie de la terre reste commune: l'*ager publicus*, et toute la communauté a la possibilité de s'en servir. Chaque membre de la communauté est propriétaire. Au centre, il y a la cité-État (polis, civitas) particulièrement guerrière. Le propriétaire citoyen est aussi un soldat combattant. La population croît, la cité conquiert de nouvelles terres qu'elle partage entre les légionnaires.

Forme germanique. La ville y a moins

d'importance que dans la forme romaine. Les chefs de famille en vivent éloignés (ce sont des terres moins fertiles et les populations sont peu denses et encore semi-nomades) et ne se réunissent que périodiquement pour délibérer et pour se répartir (ce peut être par tirage au sort) les terres par roulement. L'Etat n'est pas centralisé.

Dans toutes ces formes l'homme travailleur est bien lié aux conditions de son travail. Est-ce que ce lien objectif fut rompu par la **forme esclavagiste** et le **servage de la glèbe** (horreurs exécrées par le libéralisme bourgeois)? La réponse de notre doctrine est profonde. L'esclave et le serf de la glèbe sont moins brutalement séparés des conditions de leur travail que le travailleur moderne. Lorsque les tribus libres dans leur mouvement ou leur établissement géographique, deviennent trop nombreuses pour la surface disponible, elles entrent en guerre. La guerre est un phénomène de division du travail; certains membres de la horde, peut-être les chasseurs habitués à une lutte sanglante, sont affectés à la défense de la vie et du travail de tous. Si une tribu ennemie est vaincue, quel est son sort? Engels raconte comment, chez les anciens aborigènes d'Amérique, elle était exterminée; cela protégeait la tribu victorieuse du mélange des sangs, mais surtout et de façon déterministe, du triste avenir de la division en classes et de la naissance du pouvoir étatique. Dans la forme eupéromaine apparaît l'esclavage. Mais comme la terre est partagée entre les citoyens qui sont tous agriculteurs et soldats, les prisonniers le sont aussi, après avoir suivi les chars du triomphe de l'unité supérieure, la cité-communauté. L'esclavage, en Europe, a une forme privée.

A la longue les individus libres se divisèrent entre patriciens et plébéiens (selon le marxisme la distinction vient d'origine est que les plébéiens possèdent la pleine propriété *quiritaire* de la terre qu'ils travaillent et un droit de jouissance sur l'*ager publicus*, qui est tout d'abord administré puis conquis partiellement comme propriété par les patriciens, ce qui est à l'origine de la grande propriété foncière); mais tous peuvent posséder des esclaves.

L'esclave est considéré comme une **partie objective** des conditions du travail de l'individu **libre** qui l'a conquis par la lutte tout comme sa terre. Mais l'esclave, dans cette forme objective et passive, n'est pas coupé de la terre et de son produit; il le mange avec son maître, et, du fait de la nouvelle division sociale du travail et de leur intérêt commun, le premier n'aura à manger qu'en fonction de ce que le second pourra avoir. L'esclave est réduit aux conditions de l'animal d'élevage que le maître défend et nourrit, et (depuis que l'anthropophagie, dans ses rares apparitions, a disparu) il sert, ainsi que l'affirme la Genèse, de collaborateur à l'homme de la même façon que le boeuf, mais non pas de réserve de viande comme celui-ci.

Nous devons survoler les autres caractéristiques de la forme romaine. La cité prévaut sur la campagne pour des raisons de direction politique et militaire, mais le travail agricole est plus noble que le travail artisanal urbain (ce sera le contraire au Moyen-Âge). Progressivement, les familles urbaines et les *gentes* nobles, qui se réclament idéalement de la lignée des tribus originaires pures, ne se définissent plus par l'héritage du sang mais par les circonscriptions territoriales des districts de résidence où tous les individus libres ont accès. Cela dans les admirables constitutions des *demos* athéniens et des comices romains que l'ignoble âge capitaliste n'a fait que copier sans savoir les dépasser et sans se libérer du corporatisme médiéval de métier, sinon en théorie (on peut également dire cela de troupes entières de pseudo-marxistes oublieux du fait que seule l'abolition de la division sociale du travail pourra aller au-delà).

Reprenons le chemin difficile des *Grundrisse* et parlons de la **forme germanique**. L'esclave-prisonnier apparaît également chez ces peuples, mais peut-être uniquement au service des condottieri. La servitude s'an-

nonça plus tard et surtout lorsque la vague de ces peuples errants rompit le lien unitaire de l'Etat impérial romain, garantie suprême de stabilité du travailleur libre sur sa terre, à savoir de son lien humain avec les conditions de son travail, la plus noble et la seule expression de la liberté connue par l'humanité jusqu'alors. Le **servage**, que le crétin bourgeois méprise tant, est une forme qui naît non pas tant d'un acte de force que d'une division consensuelle des tâches sociales. Le membre de l'ordre teutonique, qui a troqué le chariot contre la terre, est devenu pacifique: il n'a plus l'Etat et la **patrie** du légionnaire-paysan romain. Il ne pourrait donc plus travailler ou du moins récolter le produit de sa sueur s'il ne s'**associait** pas à un seigneur guerrier, dans une forme classiste à Etat très peu concentré. Le serf travaille la terre et son seigneur porte l'épée et verse son sang pour que la terre soit sûre. Ils en mangent le produit ensemble.

Pour synthétiser, le travailleur reste, dans toutes ces formes, attaché aux conditions de son travail. L'esclave et le serf ne vont pas à la guerre, mais c'est pour ces derniers plutôt que pour eux-mêmes que combattent le citoyen libre, plébéien ou patricien (infanterie ou cavalerie), ou le chevalier médiéval, en mettant leur vie en jeu afin que le lien entre l'homme et les conditions de son travail ne soit pas brisé par l'ennemi.

Communisme primitif total, communisme avec rotation des possessions, libre propriété laborieuse, esclavage, servitude de la glèbe.

Cette série se poursuit dans le mode capitaliste. Et il est inutile de le décrire puisqu'il nous infeste de toutes parts. Marx n'est pas un de ces économistes qui se fixent pour but d'en trouver les lois **éternelles**, que les félons de demain voudront imposer au socialisme lui-même. Marx décrit la fin et la mort du monde capitaliste en l'accusant d'avoir, contrairement à toutes les formes passées ainsi qu'à la forme communiste future, et donc pour la première et unique fois, perpétré le crime contre nature qui consiste à séparer la chair de l'homme vivant des conditions objectives de sa vie et de son activité, qui se réalisent dans son travail; et c'est en artisan musclé qu'il enfonce le clou à grands coups, rivant le capitalisme à sa totale infamie et à sa destruction révolutionnaire inéluctable.

SÉRIE DES FORMES: ASIE

Ce continent immense où la forme sociale humaine est née, ne ferait pas partie de cet arc colossal qui enjambe les millénaires! Une telle absurdité ne pourrait venir que d'une compréhension du marxisme uniquement comme une théorie engendrée au sein de la société bourgeoise qui fait de la **libération** du salarié vis-à-vis au bourgeois une copie stérile de celle de l'esclave vis-à-vis du maître, du serf vis-à-vis du noble ou du sujet vis-à-vis du monarque.

Dans la conception de Marx, le même contenu réel et doctrinal anime la série asiatique et la série européenne.

La série asiatique part des deux formes de propriété et de possession communes de la tribu primitive; mais au lieu de la mise en place d'une hiérarchie de tribus, on assiste, en règle générale, à la formation précoce d'un pouvoir central qui s'impose à toutes les tribus. Pour l'historien idéaliste, ce centre prendra les formes du Dieu, du Mythe, de la caste sacerdotale, du Prophète, du Héros, du Conquérant, du Roi, de l'Empereur, du Fils du Ciel. Pour nous, la différence, qui ne change pas la ligne universelle de la grande série, consiste dans le danger majeur que représentait pour la fratrie originaires pacifique, non l'unité humaine voisine, mais plutôt la colère de la nature, la famine, l'inondation, le cataclysme tellurique. De là une division particulière du travail où la communauté de village était amenée à payer tribut d'une partie du produit de son travail à l'unité centrale qui régularisait les fleuves et organisait le territoire par les premiers travaux publics de grande envergure. C'est ainsi que naquirent pour la première fois

l'Etat, les magistratures hiérarchiques, les armées civiles - comme peut-être la lointaine armée des Vigiles, pour la Guerre contre la Nature, que l'humanité de demain aura aussi à mener ...

C'est de ces formes que surgirent également la libre propriété paysanne (mais pas aussi fortement protégée par le pouvoir central que dans les formes européennes classiques), l'esclavage et le servage. Mais les esclaves étaient davantage esclaves de l'Etat, représenté dans sa fonction utile par le Despote (qui naquit dans la grande figure légendaire du Patriarche; d'où l'appellation de la *forme asiatique patriarcale*) que de riches particuliers; lorsqu'une noblesse locale voulait pressurer les serfs de la glèbe, le pouvoir monarchique et administratif luttait contre elle. La forme du Roi chef de la classe qui travaille (Trotsky) n'est pas du reste inconnu en Europe: l'Italie du Sud, si calomniée, fut le théâtre de dures luttes contre les barons (vaincus depuis deux siècles et plus, et mal ressuscités à des fins électorales dans cette seconde partie, encore plus répugnante, du XX^e siècle par de sales démagogues qui osent parler de Marx et de Lénine) menées par les rois souabes, angevins et espagnols, parallèlement aux authentiques révoltes des villages agricoles et des foules urbaines.

Dans la série asiatique aussi, apparaît d'abord la cité où le pouvoir a les ramifications de son «génie civil et militaire» et où s'installe, comme au Moyen-Âge européen, l'artisanat manufacturier ou urbain. Avant l'Europe, la monnaie et le marché intérieur, et aussi international, y apparaissent. Avant l'Europe, les classes intellectuelles et cultivées, adoratrices insatiables du système marchand et monétaire, pèsent sur la société, et seule retarde leur dénonciation consciente de la part de la féconde **classe manuelle** qui, comme Babeuf après la révolution française, oppose historiquement la Force à la Raison - dénonciation dont le paysan est incapable.

Aujourd'hui cependant la Force surgit

(Suite en page 6)

« programme communiste »

Revue théorique du parti communiste international

N° 98 - Mars 2003

Au sommaire de ce numéro :

- *Points de repères marxistes sur l'impérialisme et le terrorisme*
- *Propriété et capital (2)*
- *Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (2). Annexes: - En défense de l'incendiaire du Reichstag. Van der Lubbe. Les fascistes exécutent, socialistes et centristes applaudissent («Bilan», n°3, janvier 1934) - Pour les funérailles des victimes du «Diana» («Il Comunista», 30 mars 1921)*
- *Histoire de la Gauche Communiste: La naissance du parti communiste d'Italie (4). Articles de «Il Comunista» en annexe: La fonction de la social-démocratie en Italie (6/2/1921) - La bataille communiste pour le Congrès de la Confédération du travail (10/12/1921) - La question du pouvoir (13/11/1921) - La marche au pouvoir (17/12/1921) - L'usage de la violence (24/12/1921)*
- *Note d'actualité: Réforme des allocations de chômage et réduction du temps de travail: les grandes escroqueries de la bourgeoisie européenne.*
- *Notes de lecture: - «L'Internationale» - «Marxist»*

Prix un exemplaire (84 pages) :
8 € / 15 FS / 5 £ / 2000 CFA / USA +
Cdn US \$ 8 / Am. latine US \$ 2

LES LUTTES DE CLASSES ET D'ETATS DANS LE MONDE DES PEUPLES DE COULEUR, CHAMP HISTORIQUE VITAL POUR LA CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE MARXISTE

(Suite de la page 5)

d'en bas dans des émeutes formidables, précisément à un moment historique où les **sans-réserves** occidentaux, les **dépouillés** des conditions naturelles de leur travail, les prolétaires, semblent avoir oublié la révolte à coups de pierre contre les instruits, les spécialistes et les gradés, les prétoires et les flics d'Etat et de classe de toutes sortes.

VOIE MONDIALE UNIQUE DE LA DICTATURE ANTIMERCANTILE

Nous n'avons pas eu besoin de rappeler comment la **forme slave** servait de trait d'union entre la forme européenne et la forme asiatique: nous avons longuement décrit ailleurs comment la Russie s'est dotée d'un féodalisme d'Etat; puis d'un capitalisme d'Etat après que sa révolution ait coupé le cordon ombilical qui la liait à la dynamique révolutionnaire mondiale de la conception marxiste, et détruit ensuite l'organisation qui l'exprimait.

La haine du paysan chinois et oriental contre le mercantilisme intérieur et étranger qui met en péril la maigre nourriture tirée de la terre, pourrait être pilotée dans le difficile passage par un prolétariat industriel peu nombreux se mettant à partir des villes (théâtres de scènes de rébellion non inférieures aux meilleures traditions européennes) à la tête de la révolution.

L'aide de la Russie prolétarienne révolutionnaire aurait suffi pour faire triompher, même dans la Chine d'aujourd'hui, la dictature des prolétaires désormais séparés de tout lien d'avec les conditions de travail, c'est-à-dire «n'ayant dans la révolution à perdre que leurs chaînes, et un monde à gagner» - le monde de l'objectivité nature-technologie - si la contre-révolution capitaliste n'avait pas réussi par ses victoires dans l'après-première guerre mondiale, avec comme toujours l'aide de traîtres, à couper le lien entre les masses du prolétariat européen et les prolétaires russes.

La thèse léniniste de la conjonction de la lutte contre le capital impérialiste des tra-

vailleurs des métropoles et des serfs de couleur d'Orient aurait alors triomphé. Mais dans les années cruciales de 1917 à 1923 le combat suprême fut perdu, et l'histoire devra le reproposer demain.

Il ne devra y avoir alors aucun doute que savoir gagner la bataille de la théorie, qui décrit le capitalisme dans son essence profonde comme la **séparation du travailleur d'avec les conditions du travail**, ne signifie pas introduire une froide définition dans une science passive; mais que pour le communisme dialectique, cela signifie lancer la consigne incendiaire de la lutte pour la destruction du système capitaliste. Le travailleur est coupé de son lien avec la terre, les outils de travail et le produit du travail, puisqu'il ne peut plus mettre la main sur aucune de ces **conditions**; il est réduit à une fonction subjective morte et perdue puisqu'il ne peut mettre la main que sur une seule chose: cette poignée de cet ignoble argent qui constitue son salaire et qui est sa seule **propriété**.

La caractérisation marxiste du mode capitaliste dans les termes que nous avons utilisés et qui placent au-dessus de lui toutes les formes historiques plus anciennes où l'homme n'était pas expulsé de la nature et réduit à un rouage de l'Automate monstrueux de la Production, exprime que la

dictature révolutionnaire du prolétariat devra viser une seule cible: l'infâme mécanisme marchand et monétaire. Si cette cible est manquée, ce sera la victoire du monstre capitaliste et non du socialisme, comme c'est arrivé en Russie. Mais la bataille sera proposée à un prolétariat mondial et interracial qui aura tiré de ce désastre une force décuplée.

La base nécessaire pour cet affrontement inévitable est la concordance doctrinale entre le cheminement historique de la race blanche et celui des races de couleur, concordance qui doit être retrouvée toute entière dans les Tables fondamentales de la révolution établies déjà depuis un siècle par Karl Marx - dont nous ne voulons pas faire le Prophète de la classe expropriée par le Capital de son prolongement dans la Nature et dans la Vie - à la face desquelles seront flétris aujourd'hui et exterminés demain les blasphémateurs.

(1) Rappelons que ce texte date de 1958. («Il programma comunista», n° 4, 25 février - 10 mars 1958).

(2) Editions Sociales, tome 1, p. 424 et 425. Gundrisse, 2 bis. Supplément au chapitre du Capital, p. 21-23, Editions 10.18.

La guerre en Irak est finie... La guerre du capital contre les prolétaires redouble

(Suite de la page 1)

de Saddam Hussein. Dans ces conflits entre brigands, ce sont toujours les exploités, les prolétaires, qui sont les victimes: **ils ne doivent donc soutenir aucun des camps bourgeois qui s'affrontent** et démasquer comme des **serviteurs de la bourgeoisie** tous ceux qui appellent au soutien à «notre» gouvernement, à «notre» Etat, parce que celui-ci serait «partisan de la paix», respectueux du «Droit international» et défenseur de l'ONU: l'ONU est une tanière où régner les brigands en chef du «conseil de sécurité», le Droit international est la codification des rapports de force interimpérialistes, la paix impérialiste, fondée sur l'oppression et l'injustice, n'est que l'intervalle entre deux guerres: depuis la fin de la guerre mondiale, les guerres se sont succédées de façon ininterrompue sur la pla-

nète.

Guerre à la guerre! Ce qui signifie Guerre au capitalisme! et Union des prolétaires de tous les pays!

DANS TOUS LES PAYS L'OFFENSIVE SOCIALE CAPITALISTE S'INTENSIFIE

Le capitalisme mondial est en crise: dans tous les pays les profits des capitalistes baissent, les bourses chutent, les restructurations succèdent aux fermetures d'entreprises entraînant des vagues de licenciements; et partout les gouvernements et les Etats viennent au secours des capitalistes en attaquant les conditions de vie et de travail des prolétaires, en augmentant l'exploitation et en accroissant l'**insécurité sociale** par la remise en cause successive des réformes et mesures

sociales mises en oeuvre autrefois: le capitalisme ne vit que de l'exploitation des prolétaires, de la plus-value qu'il leur extorque et il ne peut retrouver la santé qu'en les appauvrissant, les exténuant au travail ou les jetant à la rue. C'est une véritable **offensive générale** qui est en cours dans le cadre de la guerre sociale permanente que mène la bourgeoisie contre les travailleurs; chaque attaque réussie entraîne une nouvelle. Ses mesures anti-ouvrières précédentes comme les vagues de licenciements n'ayant causé que peu de réactions grâce surtout aux véritables **pompiers sociaux** que sont les dirigeants syndicaux, le gouvernement Raffarin s'attaque aux retraites; il prévoit qu'en suite ce sera le tour de la sécurité sociale. En même temps il renforce les mesures et lois répressives pour intimider ceux qui se risqueraient à enfreindre la paix sociale et l'ordre établi.

Classe contre classe! La défense contre l'offensive capitaliste ne peut venir des dirigeants syndicaux qui ne parlent que de concertation avec le gouvernement et les patrons et qui ont déjà accepté en fait les objectifs bourgeois. Elle ne peut venir des partis de gauche (ou d'extrême gauche) qui par deux

fois ont organisé des campagnes massives de soutien au représentant suprême de la bourgeoisie, Chirac, après avoir fait au gouvernement la démonstration de leur soumission au capitalisme. Elle ne peut venir que de la **reprise de la lutte de classe ouverte**, sur des revendications unifiantes communes à tous les travailleurs, indépendamment et contre tous les intérêts bourgeois (camouflés derrière l'intérêt «de la nation», «de la région» ou «de l'entreprise»), indépendamment et contre toutes les organisations défendant la paix sociale et la collaboration entre les classes (camouflées derrière la défense de la «démocratie», de la «citoyenneté», de la «République»).

Elle passe par la reconstitution d'**organisations de lutte authentiques**, bien différentes des appareils syndicaux collaborationnistes, mais elle passe aussi par la reconstitution de l'organe politique **indispensable pour diriger cette lutte** de résistance puis pour diriger l'assaut contre le capitalisme et l'Etat bourgeois: le parti de classe internationaliste et international, le futur **parti communiste mondial**.

1/5/2003

Une nouvelle fois sur le foulard islamique

(Suite de la page 3)

religieux, de là le soutien de Sarkozy aux forces islamiques.

Mais le contrôle social de la bourgeoisie sur la classe ouvrière repose aussi sur sa division, notamment entre français et immigrés, entre blancs et arabes, noirs, etc. Les bourgeois ne peuvent renoncer à attiser cette division qui est l'un des facteurs les plus puissants de la paralysie ouvrière; ils s'emploient en permanence à présenter les prolétaires immigrés et leurs fils de façon péjorative, à en faire potentiellement des éléments troubles dont il faut se méfier, suscitant et entretenant ainsi le racisme anti-arabe au sein du prolétariat. C'est dans ce cadre que s'expliquent les réactions virulentes, absolument disproportionnées avec leur objet, que suscitent régulièrement les manifestations de la religion musulmane, que ce soit la construction de mosquées ou le port du voile.

Ces réactions hystériques de rejet ne peuvent être compréhensibles que de ce point de vue. Quand des profs demandent l'exclusion d'une élève portant le foulard islamique, au nom de la défense des femmes (!) et de la laïcité, il est facile de répondre qu'ils n'ont

jamais demandé l'exclusion d'une élève portant une croix: en demandant aux autorités des mesures de répression contre une enfant d'immigrés, ils ne luttent pas contre l'oppression religieuse, ils renforcent l'oppression dont souffre cette partie du prolétariat tout en consolidant la plus **pernicieuse** encore **religion laïque**, religion d'obéissance à l'Etat bourgeois qui infeste encore massivement tout le prolétariat français.

LES COMMUNISTES ET LE FOULARD ISLAMIQUE

Abandonner la vision qui met au centre la lutte de classe et non les institutions démocratiques, revient à faire le jeu de la bourgeoisie et à renforcer les divisions du prolétariat que l'on prétend combattre. C'est pourquoi il est important de dénoncer ceux qui, comme Lutte Ouvrière, apportent une caution «ouvrière» et «révolutionnaire» à cette entreprise et critique Sarkozy parce qu'il ne va pas assez loin (!) dans la dénonciation du foulard islamique: «*Mais Sarkozy est hypocrite. Ce n'est pas principalement sur les photos d'identité que le foulard pose problème - sinon de rares fois à la police (sic !) - c'est dans la vie quotidienne de nombre de*

femmes et de jeunes filles, dans les écoles mais pas seulement» (1).

Il faut déjà un aplomb ahurissant pour évacuer ainsi d'un trait de plume ce que représentent les tracasseries policières pour les habitants de type arabe dans notre beau pays laïque et combien elles seront renforcées par les propos de Sarkozy (ils impliquent le dévoilement public à chaque contrôle policier). Mais L.O. continue ainsi: «*La question du port du voile n'est (...) pas au fond une question de croyance religieuse, de laïcité ou non*» (?). «*S'y opposer est d'abord un combat, social et politique. Ne pas l'accepter, notamment en classe pour les enseignants, c'est appuyer les femmes qui, dans leur milieu familial et social, tentent de résister au machisme ambiant*». Avec ce raisonnement de flic (je te réprime pour ton bien) l'hypocrisie passe ici toutes les bornes: il faudrait que L.O. explique en quoi exclure une élève, représente un appui à la lutte de celle-ci contre le machisme de sa famille!

* * *

La question du foulard islamique, comme en général la question religieuse, doit être analysée du point de vue du prolétariat et de son unité. Il faut donc d'abord faire un constat de l'état du prolétariat. Le prolétariat n'est pas protégé des tares, des arriérations, des formes d'oppression entre les sexes, nationalités, races, etc. La femme prolétaire

subit dans la société capitaliste une oppression de plus par sa condition féminine et les discriminations envers elle commencent à l'usine pour s'achever au foyer. Ce n'est pas le propre de l'islam d'opprimer doublement la femme prolétaire, c'est le propre de la **société bourgeoise et capitaliste**. Ce ne sont pas contre les signes symboliques de cette oppression particulière que doivent se battre les prolétaires, mais bien contre la société qui les génère. Ce n'est pas l'interdiction de ces symboles qui modifiera quoi que ce soit de l'oppression de la femme prolétaire; ce n'est pas l'Etat bourgeois et ses lois qui feront reculer l'obscurantisme religieux: les marxistes savaient avant le *Kulturkampf* (lutte culturelle) du chancelier allemand Bismark contre le catholicisme ou la lutte des gouvernements radicaux français aboutissant en 1905 à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, que l'influence de la religion a sa source dans l'oppression et dans la faiblesse des prolétaires à combattre cette oppression. Ils refusaient alors tout appui à l'anticléricalisme bourgeois et ils ne reprochaient pas aux Sarkozys du moment de ne pas en faire assez! Depuis cette époque d'ailleurs la bourgeoisie ne lutte plus contre la religion et l'Eglise catholiques qui a abandonné de son côté toute nostalgie de l'Ancien régime.

Seul le combat de la classe ouvrière, l'unité prolétarienne acquise dans la lutte de classe, est le vecteur de l'émancipation des

Dockers de St Nazaire: Avis de décès au P.A.S.N.

En octobre 91, un conflit qui allait durer 10 mois éclatait dans les ports français (1). A l'origine, les dures réalités de l'économie obligeant la bourgeoisie à restructurer une nouvelle fois sur les quais. Mais cette fois, pour faire face à la concurrence internationale toujours plus acharnée et marquée aussi par l'ouverture du marché européen dans ce secteur économique, elle devait non seulement licencier, mais aussi abolir le statut de 1947 des dockers qui faisait d'eux une aristocratie ouvrière autarcique. Evidemment, les dockers ne pouvaient accepter ni la perte de leur statut, et donc de leurs privilèges, ni l'éviction d'une grande partie de leurs camarades de travail. Une série de luttes éclatèrent, allant du simple débrayage aux grèves répétitives en passant par de nombreuses manifestations et actions parfois violentes. Ces luttes furent sporadiques en raison de facteurs divers (éclatement géographique de la profession, importance et statut des ports, effectif et taux d'inemploi dans ceux-ci...), et le quasi monopole syndical exercé par la CGT dans tous les ports étouffa les réactions plus combative. Mais au PASN (Port Autonome de Saint-Nazaire), les dockers, après deux grèves, suivent une autre voie que celle de la CGT, tracée par leurs leaders syndicaux et qui consistait en la création d'une coopérative, transformant ainsi les dockers en leurs propres patrons.

Fin janvier 92, les dockers de Saint-Nazaire, emmenés par le trio Hémerly, Jégo et le très médiatique acteur de la scène régionale Gilles Denigot, créent donc Atlantic Services Maritimes (ASM) dont les «cartes G» (professionnels, c'est-à-dire embauchés) deviennent les actionnaires principaux (58 %), le reste du capital étant réparti entre les diverses entreprises de manutention clientes avec quelques miettes pour l'autorité portuaire. Ils entrent alors en dissidence avec la FNP-D-CGT avec laquelle les relations étaient déjà tendues depuis des années. Quelques mois après, alors que tous les autres dockers ont cessé la lutte port après port dans ce long conflit, et perdent leur statut de 1947 pour celui de 1992 qui impose la mensualisation et les font retourner à un statut de prolétaires comme les autres, une vie radieuse semble débiter au PASN. Tout le monde y paraît heureux, des dockers autogestionnaires à leurs leaders, en passant bien évidemment

par les patrons des entreprises clientes ainsi que par les partisans de l'autogestion qui pensent enfin détenir l'exemple concrétisant dans la pratique leur théorie sur ce sujet (2).

En 2000 les dockers-patrons sortent de la CGT pour fonder la CNTPA (Coordination Nationale des Travailleurs Portuaires); en 2001, ce sont deux incidents mineurs et extra-professionnels qui vont se dérouler et permettre de soupçonner que, chez ASM, la situation n'est pas si rose que ça et que les conditions de travail sont loin d'être au-dessus de tout soupçon.

C'est dans le cadre sportif qu'on va voir apparaître les premiers nuages obscurcissant le ciel jusqu'alors radieux du paradis artificiel dont l'ex-rouge (maoïste) puis ex-noir (libertaire) devenu vert (écologiste) – avant de devenir peut-être brun dans le futur ! – mais jaune depuis toujours, Denigot, ventait les mérites, en voulant de faire de «sa» société la «vitrine sociale» de la ville. En effet, ASM a créé son club de football qui grimpera les échelons de la hiérarchie locale de ce sport-opium et dont les dirigeants sont, comme par hasard, Denigot et Hémerly. Suite à des agressions de deux joueurs en septembre et novembre 2001 sur des officiels au cours de matches, le club sera exclu de la compétition. Mais ce fait divers cachait un malaise profond au sein même du système ASM qui va bientôt être mis en lumière.

Des révélations seront faites peu après au sujet de l'absentéisme de plus en plus important chez ASM en raison principalement des accidents du travail. Bien que généralement qualifiés de mineurs, ils s'y multiplient au point que leur coût par rapport à la masse salariale brute passe de 9 % en 1997 à 13 % en 99 (rejoignant la moyenne nationale) pour continuer à grimper chaque année et finalement atteindre à 26 % fin 2002; chiffre qui devrait continuer de progresser annuellement selon la caisse de sécu locale. En bref, cela signifie que les conditions de travail y sont loin d'être merveilleuses. Mais face aux critiques, Denigot sera soutenu par le maire en personne. La CGT va évidemment enfoncer le clou à ce sujet avec l'objectif de recréer une section syndicale dans ce port, objectif atteint à l'automne 2002 lorsque la disparition à venir de l'ex-paradis autogéré sera officiellement annoncée.

Face aux difficultés irréversibles d'ASM,

Denigot se défendra en vantant l'augmentation du chiffre d'affaire («...de 24'000 journées de travail et un chiffre d'affaire de 56 MF en 93 nous sommes passés à 36'000 jours et 74 MF de CA» (3)) et le niveau élevé des salaires et de la formation professionnelle. Il mettra les difficultés d'ASM sur le compte d'un complot organisé par «quelques individus» qui ont «plombé» ASM en ayant «plus de jours d'arrêt que de travail» (on a une mentalité de patron ou pas!) et niera l'existence de problèmes de sécurité au travail. Mais les faits sont têtus et ASM ne se relève pas. Dès septembre 2002, des négociations s'ouvrent entre la CNTPA et les entrepreneurs de manutention sur un futur transfert des dockers appartenant à ASM, donc embauchés, sur 20 départs en retraite anticipée «amiante» et sur le cas des 60 à 80 occasionnels dont l'autogestionnaire ASM s'accommode très bien comme toute autre entreprise capitaliste.

Ces négociations traîneront en longueur, le marchandage de la liquidation se faisant sur le nombre d'embauchés à recaser, le cas des occasionnels et les indemnités de départ pour les recalés des transferts. Dans ce marchandage de la dépouille d'ASM, la CNTPA et la CGT batailleront ferme aussi au sujet des fonds que rapportera la vente du patrimoine immobilier de la CAINAGOD (4) qui n'a quasiment plus d'activité.

Finalement, le 17 octobre 2002, après une longue AG de 4 heures chez ASM, Denigot et ses amis, rattrapés par le cours de l'histoire, doivent officiellement annoncer le passage à la mensualisation, condition de reclassement chez leurs ex-concurrents». La «vitrine sociale» est brisée, ASM a vécu.

Toutes nos condoléances donc aux petits-bourgeois autogestionnaires et à tous les partisans de cette idéologie qui, une nouvelle fois, a montré sa nature capitaliste et son échec comme alternative à la lutte de classe. Les prolétaires ne doivent pas se laisser bernier par les illusions petite-bourgeoises d'une possible prospérité ou même seulement survie par le moyen d'une gestion directe des travailleurs de leurs entreprises, sous quelques formes que se soient. Qu'il s'agissent de système coopératif direct ou de toute autre forme plus partielle de participation à la gestion des entreprises, les prolétaires doivent comprendre qu'ils deviendront leurs propres bourreaux. Le temps de gloire du coopératisme ouvrier issu du socialisme utopique est pourtant bien fini! Rappelons-nous ce que les communistes disait et répétaient inlassablement, comme Marx sur cette question: «*Sous le régime capitaliste, les*

entreprises coopératives dégénèrent souvent en vulgaires organisations capitalistes, et les coopérateurs eux-mêmes ne se distinguent presque en rien des purs bourgeois» (5).

(1) Sauf au PAM (Marseille) où le conflit durera 3 mois de plus. Sur cette lutte, voir notamment les articles dans «le prolétaire» n° 416, 420 et 424.

(2) Voir le récent exemple de la mine de Tower au Pays de Galles, in «le prolétaire» n° 457.

(3) Les citations sont tirées du quotidien «Ouest-France».

(4) Caisse Nationale de Garantie des Ouvriers Dockers qui permet de payer des indemnités aux dockers présents à l'embauche mais non employés par les acconiers sous le statut de 1947.

(5) «ABC du communisme» de N. Boukharine - E. Preobrajensky, Tome I, p. 88, PCM.

LIBRAIRIES OÙ EST DÉPOSÉE LA PRESSE DU PARTI

(extrait de la liste)

Alger: Librairie «El Ijtihad», 9 rue A. Hamani / **Genève:** «Librairie du Boulevard», 34 rue de Carouge / **Aix-en-Provence:** «La divine comédie» / **Albi:** Maison de la presse, Place du Vigan / **Belfort:** Maison de la Presse, 65 Faubourg de France / **Clermont-Ferrand:** «Le Papyvoire», 3 rue de l'Ente / **Lyon:** «A plus d'un Titre», 4 quai de la Pêcherie / **Marseille:** Librairie «L'Odeur du temps», 35 rue Pavillon / Papeterie-journaux du Vieux Port / **Martignes:** Papeterie-journaux, 5 Boulevard Degut / **Montbéliard:** Point-Press, rue Jacque Foillet / **Montpellier:** «Librairie Sauramps», Le Triangle / **Nantes:** «Vent d'Ouest», 5 Place du Bon Pasteur / **Paris:** «La Brèche», 27 rue Taine / «L'Herbe Rouge», Ibis rue d'Alésia / «Librairie Parallèles», 47 rue du Faubourg St Honoré / «Tiers Mythe», 21 rue Cujas / **Pointe-à-Pître:** «Librairie Antillaise», rue Schloecher / **Rennes:** Maison de la presse, 8 Place du Colombier / **Toulouse:** «Les Arcades», Place du Capitole / Librairie-journaux, 1, Place du Parlement / **Tours:** Librairie, 104 rue Colbert / **Villeurbanne:** Maison de la presse, 33 avenue H. Barbusse

prolétaires et de leur libération des divisions, des discriminations et des illusions religieuses qui les minent. Tout soutien ou même toute neutralité vis-à-vis des mesures vexatoires de l'Etat bourgeois contre une fraction du prolétariat, mesures qui s'inscrivent dans l'oppression particulière que subit celle-ci, qu'elle qu'en soit le prétexte, ne peut en aucune façon aider la lutte d'émancipation de ces prolétaires; elle ne peut au contraire que renforcer les préjugés de leur grande masse et creuser un peu plus le fossé avec le reste des prolétaires.

(1) cf «Lutte Ouvrière», 25 avril 2003.

POINTS DE CONTACT:

Toulouse: Vente de la presse au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 12h 30.

Aix-en-Provence: réunion de lecteurs, le 14 juin. Rendez-vous devant le Flunch 15h, Place du Général de Gaulle.

Fête de Lutte Ouvrière: stand et forum. Presles, les 7, 8 et 9 juin.

Paris: réunion de lecteurs le 21 juin à 17h, Cafétéria Casino, Place de la Nation.

Les lecteurs désireux d'être informés régulièrement des réunions (dates, lieux, thèmes) sont priés d'écrire au journal.

Grèves chez les négriers d'ARCADE et d'AVCO: Deux exemples riches d'enseignement pour le prolétariat

- LA GREVE D'AVCO -

(La première partie de cet article sur les luttes ouvrières est parue dans le numéro précédent du journal: «La grève d'Arcade»)

C'est dans les mythiques chantiers navals de Saint-Nazaire que s'est déroulée l'autre grève exemplaire, qui a d'ailleurs fait tâche d'huile, menée par des prolétaires étrangers qui vont montrer que les conditions de vie et de travail qui furent les leur ne sont pas exceptionnelles et dues à des patrons aux pratiques mafieuses comme l'ont dit certaines organisations politiques, principalement économistes, mais bel et bien un système de plus en plus pratiqué et qui se dévoile en proportion car exercé de manière tout à fait légale, du fait d'une concurrence toujours plus rude dans cette période à l'économie vacillante.

Pour comprendre cette lutte, il faut faire un léger flash back historique dans cette ville qui a presque exclusivement vécu grâce à son port (1) et ses chantiers navals, c'est à dire grâce à la monoculture industrielle spécialisée dans les navires. En conséquen-

ce, lorsque les commandes de navires se sont raréfiées au fil du temps et que les années 80 sont arrivées, St-Nazaire était au plus mal au niveau économique. Mais en 1997, un «sauveur» arriva en la personne du nouveau patron d'Alstom qui détenait plusieurs contrats pour les chantiers. La ville allait souffler, le prolétariat de la région aussi ou du moins le croyait-il car cela avait évidemment des contreparties.

En effet, la direction d'Alstom n'avait pas gagné ces contrats par le simple fait du hasard ou un quelconque esprit bienfaisant. Cela était dû à une stratégie élaborée au préalable qui sera mise en action dès le redémarrage des chantiers et dont les principaux points avaient pour but : de rogner sur les budgets alloués à l'hygiène et la sécurité (2), de sous-traiter en cascade pour flexibiliser et diviser toujours plus le prolétariat, de précariser au maximum, de féminiser et de trouver un concept encore peu connu en France, du moins légalement et dans cette proportion, en important de la main d'œuvre qualifiée payée à bas prix parce que spoliée d'une grande partie de ses gains. Ainsi les

coûts pouvaient baisser de 30 % sur ces chantiers aux effectifs fluctuants, qui ont connu leur apogée fin 2002, on comptait environ 5 400 salariés pour Alstom (qui prépare des prochains wagons de licenciements dans nombre de ses sites) dont des précaires et environ 8 000 autres, dont plus de la moitié précairisée en CDD et surtout en CTT incluant 2 500 prolétaires étrangers – parmi lesquels 1 000 venus des pays de l'ex-bloc stalinien et 1 150 non-européens – de 42 nationalités différentes exploités par 480 sociétés de sous-traitance (en fait, si l'on compte toutes celles qui se sont succédées, il y en eut 650 !), soit près de 14 000 salariés dont 500 femmes (3).

C'est donc surtout grâce à cette stratégie basée sur la réduction, directe ou indirecte, du coût de la force de travail, tout en ayant réussi de faire baisser officiellement de près de 50 % le chômage dans la région nazairienne, tout en gardant un réservoir de main d'œuvre toujours fraîche en cas de besoin pour faire fonctionner un turnover continu pour maintenir le rendement 24h/24 – par du travail à la journée, en 2x8, en 3x8 (donc de nuit), en VSD sans compter

(Suite en page 8)

- LA GREVE D'AVCO -

(Suite de la page 7)

l'annualisation du temps de travail pour les embauchés et nombre de CDD et les heures supplémentaires, et augmenter les cadences en fonction des charrettes de licenciements de précaires (autochtones ou étrangers) et pour maintenir de bas salaires, que les chantiers ont été réactivés pour une période indéterminée qui, semble-t-il a connu son apogée. Car, depuis peu, les contrats se sont raréfiés et sont devenus encore plus durs à obtenir, obligeant même la CGT à ressortir le drapeau tricolore pour revendiquer le savoir faire français. Bref, l'activité des chantiers risque d'être aussi temporaire que les contrats de travail de la majorité des prolétaires y travaillant ou y ayant travaillé qui furent rarement respectés pour une partie d'entre eux et notamment au sein d'une de ses composantes. En effet, le rêve pour certains a tourné au cauchemar et c'est pourquoi on vit une lutte de type économique ressuscitant un passé social (notamment avec les grandes grèves de 1955-57) que les bourgeois du crû et du secteur économique croyaient disparu. Mais, cette fois, les prolétaires en lutte n'étaient pas autochtones mais immigrés et non de la manière la plus courante mais par une importation organisées légalement par des filiales économiques, donc inverse aux filières clandestines et illégales contre laquelle la bourgeoisie fait une chasse répressive et très médiatisée. En effet, ce sont des Indiens qui ont mené cette grève.

Fin juillet, l'hebdomadaire «Le Marin» annonçait l'arrivée imminente d'une cinquantaine de prolétaires indiens qui travailleront pour AVCO, filiale française de la société italienne Aerimpianti et du conglomérat indien Tata (4). Spécialisés dans le montage de réseaux de ventilation et travaillant notamment sur le *Queen Mary II*, ces quelques dizaines d'Indiens, qui seront par la suite 241, vont être recrutés à Bombay signant un contrat de 2 pages en anglais puis un autre juste avant d'embarquer s'ajoutant au premier et précisant que le logement et la nourriture seront défalqués de leur salaire. C'est donc une mauvaise surprise pour ces prolétaires qualifiés qui ont auparavant travaillé sur les chantiers des Emirats pétroliers du Golfe persique. Mais ils ne sont pas au bout de leur peine car AVCO va leur faire signer un contrat en français (langue dont ils ne maîtrisent que de rares mots) à leur arrivée à St-Nazaire afin de masquer la façon dont ils ont été importés en faisant croire qu'ils sont venus de leur plein grès chercher du travail sur place. Ils vont aussi se retrouver emprisonnés suite à la confiscation de leurs passeports entre les lieux de travail et de vie dans une localité éloignée, les obligeant à effectuer des trajets importants par les cars des chantiers comme nombre de prolétaires enrôlés dans cet énorme bagne industriel, où ils seront logés, parfois jusqu'à 6, dans des studios de centres de vacances et même dans des terrains de camping, vu un parc HLM insuffisant dans la ville portuaire. Ils vont vivre et travailler dans ces conditions jusqu'à ce que, début 2003, ils entrent en action, organisant des débrayages pour obtenir des revendications portant sur plusieurs points comme demander une amélioration des repas du midi et surtout le remboursement des sommes prélevées pour la nourriture et le logement ou des 5 € prélevés chaque jour calendaire à certains, ainsi que la restitution des passeports montrant toute la stratégie, qui n'est donc pas l'apanage des seuls armateurs et compagnies maritimes dont les navires battent pavillon de complaisance ou de négriers dans les exploitations agricoles et plus particulièrement fruitières.

De débrayages en débrayages, les prolétaires indiens vont réveiller les consciences le 13 mars dernier en défilant en bleu avec casques de chantier jusqu'à la mairie, organisant ainsi la première manifestation de ce genre dans St-Nazaire depuis bien des an-

nées en scandant des slogans français avec un drapeau rouge (chose que «Ouest France» n'a pas oublié de mentionner). Aussitôt une délégation va être reçue par le maire et le sous-préfet qui vont s'engager à intervenir auprès des directions d'AVCO et des chantiers, mais ces prolétaires ne sont pas dupes sachant que les promesses restent souvent en l'état et vont donc continuer leur mouvement obligeant AVCO à les recevoir. Car le chantier du paquebot arrive à sa fin, envoyant de mi-décembre à février 1 200 précaires à l'ANPE et les maquignons de l'intérim, et donc leurs contrats aussi. Finalement, et par le biais de la CFDT et de la CGT qui, réveillés au milieu de leur routine collaborationniste, vont se mettre à les soutenir (peut-être par peur d'un embrasement qu'ils ne pourraient contrôler), les prolétaires indiens vont triompher. En effet, et malgré les Chantiers de l'Atlantique, bien décidés à laisser pourrir la situation, son directeur des Achats prenant comme alibi qu'ils n'ont «pas les moyens de (s') immiscer dans les affaires internes de (leurs) co-traitants» (ça sert aussi à cela la sous-traitance !), AVCO, qui emploie environ 700 salariés dont les 241 Indiens prolétaires et techniciens (tous payés au SMIC), va devoir restituer les passeports et rembourser les prélèvements illégaux portant ainsi les salaires à ce qu'ils auraient dû être, soit 1052 €/mois au lieu des 320 net leur restant en moyenne chaque mois, et même payer une prime de 75 €/mois de panier.

Mais pire pour les centaines de patrons de cette ruche, dont le concept, tant dénoncé par la CGT sur des bases chauvines et non de classe, était «montage précaire + montage exotique = faible coût», cette lutte va d'abord permettre de dénoncer les conditions de vie et de travail de nombreux prolétaires. Ainsi, entre autres, on apprendra que des prolétaires français ont dû dormir dans leurs véhicules au début de leur contrat en attendant la première paie ; que les Croates et d'autres étrangers s'entassaient à moyenne à 5 dans des studios d'hébergement laissant imaginer ce qu'est leur espace de vie ; que certains prolétaires étrangers comme les Polonais et les Croates effectuent une moyenne de 240 h/mois ; qu'AVCO rackette plus ses travailleurs indiens que ceux venant d'Italie ou de Roumanie prouvant les disparités existantes selon les nationalités et les continents d'origine... Les prolétaires indiens ont donc permis à tout cela d'émerger, obligeant même l'Inspection du Travail à intervenir, dans les limites que l'on sait, pour vérifier, bien tardivement, les contrats de travail et les salaires, grâce à une lutte victorieuse (bien que certaines revendications furent abandonnées au fil des jours) qui va satisfaire la CFDT contrairement à la CGT qui, elle va profiter de cela pour se revaloriser, surtout en paroles, alors que quelques mois auparavant elle disait encore que ce grand nombre d'étrangers pouvaient attiser des tensions raciales, trouvait «inadmissible (que ces travailleurs) soient rémunérés au SMIC, à un échelon qui correspond à celui d'un débutant». Pour ensuite faire tâche d'huile puisque, entre autres, des Roumains de Technoventil vont débrayer le 18/03 pour réclamer 1 mois 1/2 de salaires impayés puis ce sera au tour des Grecs d'Ippokampos qui seront à un moment rejoins par les travailleurs slovènes d'une société française, l'ITTICA, qui effectuent en moyenne 54 h/semaine, puis de quelques Portugais.

Le 20/03, ce sont en effet 25 Grecs exploités par une société sous-traitante de leur pays, Ippokampos, qui vont démarré une grève afin de percevoir les 15 000 à 25 000 € (selon s'ils sont ouvriers ou techniciens) que leur employeur leur doit depuis novembre dernier. Présents sur les chantiers navals depuis 2 ans et travaillant 65 h/semaine pour un salaire apparemment conforme, ils avaient touché d'août à novembre 2002, une somme de 200 €/semaine en liquide annonçant une situation des plus précaires puisque, d'ailleurs, ils ne payaient plus

leur loyer depuis Noël et puisaient dans des économies s'amenuisant à l'instar de leurs collègues de la même société oeuvrant sur des chantiers italiens et espagnols et dans des conditions encore pire puisque ne pouvant même plus téléphoner à la famille au pays (chose dure pour le moral d'un travailleur immigré). Le 28/03, ils vont obtenir de leur employeur chacun 1 000 €, somme correspondant à la prime de panier, puis 700 € d'acompte quelques jours après, avec la promesse de ne pas être expulsés de leurs logements. Puis le 09/04, les Chantiers de l'Atlantique vont proposer aux Grecs d'accepter de toucher des chèques «en guise d'acompte» en présence d'un huissier et du Consul de Grèce en prenant sur ce que leur doit Ippokampos. Mais les Grecs refusent en grande majorité bloquant même le lendemain l'accès au chantier où ils triment afin de faire pression sur les 3 contremaîtres et 4 ouvriers qui accepté l'offre. Néanmoins, le problème demeure puisqu'ils sont rentrés au pays avec 41 % de leurs arriérés, gagnés parce qu'ils ont bloqué une partie de l'approvisionnement du site sur lequel ils travaillaient obligeant les Chantiers de faire pression sur Ippokampos. En effet, soutenu par la CGT, qui s'est réveillée plus rapidement sur ce coup que la concurrente CFDT, les grévistes ont vu leur lutte se terminer dans les tribunaux permettant au PDG d'Ippokampos de n'avoir pas trop de soucis à se faire car leur contrat arrivait à sa fin. Malgré quelques satisfactions, il faut espérer que le reste des arriérés ne sera repoussé aux calendes grecques.

Par ailleurs, alors qu'il y a ici et là des débrayages pour diverses raisons, le 04/04, ce sont 3 Portugais travaillant pour un sous-traitant en cascade de 3^{ème} rang, la B & Co, dans la ventilation qui vont aller voir la CGT pour expliquer qu'ils n'ont reçu que la première semaine de salaire depuis leur arrivée fin février et que si ils ont reçu un badge d'accès, ils n'ont ni contrat ni fiche de paie. Après 15 jours de lutte, ils vont obtenir le paiement de toutes leurs journées de travail et de toutes celles de grève avant de rentrer au pays peu après. Ainsi, grâce aux prolétaires indiens qu'il faut saluer comme leurs pairs qui ont refusé de se soumettre au racket, dans un contexte particulier, d'une bourgeoisie toujours très unie quand il s'agit d'exploiter le prolétariat, le montage exotique s'est transformé en lutte exotique lourde de symboles car lorsque de telles luttes économiques grandiront sur des bases encore plus internationalistes et commenceront à prendre une tournure politique dans leurs revendications, le prolétariat prendra alors le bon chemin qui le métamorphosera en classe-pour-soi annonçant des jours difficiles à la classe ennemie, la bourgeoisie, et à son mode de production capitaliste.

(1) L'histoire sociale le prouve car les principales luttes dans cette ville furent surtout l'œuvre des marins, des dockers et ouvriers du port et des chantiers.

(2) Il y a eu deux morts lors des premiers mois de ces chantiers. Par ailleurs, l'exemple le plus frappant de la politique de rats menée par le patronat est celle sur les équipements de sécurité qui commence par le manque de lunettes de protection faisant ayant pour résultat un nombre effarant de soins aux yeux dont 80 % ont touché des prolétaires étrangers.

(3) Si on ne va évidemment pas se plaindre de la féminisation grandissante de certains métiers et même dire qu'il s'agit d'une très bonne chose dans ce secteur qui fut longtemps quasi masculin, il faut quand même ajouter que cette féminisation est une conséquence de la baisse des salaires dans le secteur des chantiers de ce type qui en deviendra par la suite une cause de cette même baisse.

(4) Tata (voir note dans «LP» n° 4 ?? sur grève en Inde chez les travailleurs du thé) est actuellement en train de négocier pour prendre des parts dans Rover.

Algérie: la terre tremble, le capitalisme tue.

L'Algérie est une région sismique, qui connaît régulièrement des séismes de forte ampleur. Sans remonter au grand tremblement de terre qui a ravagé Alger en 1715, il faut se souvenir qu'Orléansville avait connu un séisme meurtrier faisant 20.000 morts en 1954 et que la ville nouvelle d'El-Asnam construite sur ses ruines avait été touchée par un nouveau tremblement de terre en 1980 (3000 morts). Personne en Algérie ne peut ignorer ces faits tragiques. Cela n'a pourtant pas empêché que le boum de la construction qui s'est déclenché à partir des années 80 se soit fait au mépris des règles anti-sismiques; en respectant ces règles il est possible de construire des immeubles qui ne s'effondrent pas comme des châteaux de carte, mais cela coûte cher. Pour les entrepreneurs privés comme pour l'Etat la sécurité des habitants - surtout quand il s'agit de prolétaires à loger au moindre coût - compte toujours moins que les profits. C'est dans les zones populaires de la périphérie d'Alger et pas dans les beaux quartiers que le séisme a tué. Aux responsables qui évoquent la «fatalité» ou la «volonté de Dieu», on peut répliquer comme, en écho sans le savoir à Rousseau s'exclamant lors du tremblement de terre de Lisbonne: «*ce n'est pas la fatalité qui a obligé les hommes à s'entasser dans des habitations mal construites*», le faisait un habitant rescapé: «*C'est l'Etat qui nous a logés dans ces maisons bâties avec des matériaux bon marché*». La colère des habitants rescapés contre l'Etat et les capitalistes algériens est plus que légitime: les milliers de morts et de blessés d'Alger sont les **victimes du capitalisme**. C'est à celui-ci qu'ils doivent demander des comptes, c'est à lui qu'ils doivent s'attaquer pour éviter qu'il ne commette de nouveaux crimes.

Par manque de place dans ce journal, l'article prévu sur le R.M.A. (Revenu minimum d'activité) est reportée au prochain numéro.

CORRESPONDANCE :

Pour la France :

Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

Pour la Suisse :

Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens

Pour l'Italie :

Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926.
 Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**